

Le rendez-vous citoyen de la Région

Rhône-Alpes

N° 4 / HIVER 2006-2007



Des Rhônalpins agissent en citoyens



Fortifier la démocratie

L'ABSTENTION et le manque de confiance dans les élus sont des révélateurs du doute des Français dans leur démocratie représentative.

Nous assistons en même temps à un renouveau de l'engagement, pour des causes très diverses. Les citoyens ont envie de retrouver des formes collectives de participation. Sur des actions concrètes, des projets généreux, avec l'envie de discuter des choix. En même temps apparaissent de nouveaux modes d'expression : blogs, cafés de citoyens, forums, rings de concertation...

En Rhône-Alpes, lorsque nous avons lancé l'expérience de démocratie participative au début de l'année 2005, près de 11 000 personnes ont répondu positivement. Depuis, ces Rhônalpins sont associés à nos politiques tant régionales que locales. Au sein des comités de ligne, les usagers viennent apporter leur expérience quotidienne des transports et proposer des améliorations.

Dans les comités locaux de développement ou dans les contrats territoriaux emploi-formation, les citoyens amènent leurs idées, leurs propositions, leurs critiques aussi. Dans des ateliers citoyens, ils travaillent ensemble sur des questions d'intérêt général et émettent des avis, examinés ensuite par les élus.

Dans ce numéro de fin d'année, nous avons donné la parole à ces citoyens investis dans la vie publique. Femmes et hommes, jeunes comme retraités, ils ne comptent ni leur temps ni leur peine pour investir un domaine qui les concerne de près. Ils n'ont pas pour ambition de se substituer aux élus, d'exercer une sorte de contre-pouvoir. Ils veulent comprendre, être entendus, associés, apporter leur expérience. Tous ont un sens aigu de l'intérêt général et participent au renouveau de la vie publique. Aux élus de s'appuyer sur eux pour fortifier ensemble la démocratie.

Le Président de la Région Rhône-Alpes



P. 6

Aux nouveaux modes, citoyens !

Blogs, rings de la concertation, crieur public, échanges solidaires : la participation citoyenne est en plein renouveau.



P. 12

Le Rhône, fleuve de la concertation

Il traverse ou borde les huit départements de Rhône-Alpes : le Rhône, fleuve fondateur de l'identité régionale, a été au centre d'États généraux.



P. 18

L'immobilier solidaire

Depuis vingt ans, Habitat et Humanisme construit, pierre après pierre, la mixité sociale. L'association lyonnaise sollicite aujourd'hui l'épargne solidaire pour loger les plus démunis.



Routier du réseau

Pascal Caradec, fils de marin breton, a eu le coup de foudre pour la Drôme. Agriculteur bio, il a récemment découvert la démocratie participative, à laquelle il consacre pas mal de son temps. Notamment sur Internet.

Pascal Caradec a toujours été concerné par son environnement. Quand il a découvert, lors d'un stage, la nocivité des engrais et des produits de traitement pour les cultures, il s'est promis de ne plus jamais utiliser de telles substances. Tout naturellement, il s'est tourné vers l'agriculture biologique. Cette conversion a coïncidé avec son « installation » dans la Drôme. Ce Breton, issu d'une famille de marins, a eu le coup de foudre pour cette région qu'il a découverte quand les pêcheurs étaient en fleurs.

Une installation « toute relative ». En échange de conseils et de coups de main pour leur production d'endives, des paysans lui ont donné du terrain à Peyrins. Mais Pascal n'a jamais pu officialiser son exploitation de 0,5 hectare de framboisiers, parce que sa surface, trop petite, n'entrait pas dans les critères réglementaires. « Je ne suis

pas maître de mon destin, constate-t-il. Je suis salarié une partie de l'année par un groupement agricole à exploitation en commun (GAEC). En étant bio, on est des travailleurs pauvres. Le seul avantage est que je n'ai pas de patron et que j'ai l'impression de faire quelque chose de sain pour la société. » En novembre, à la fin de la saison des framboises, il pense se reconvertir dans les techniques de construction écologique avec des professionnels du bâtiment. « J'ai rencontré beaucoup de gens comme moi qui ne peuvent pas s'installer. » Pour essayer de changer le règlement, Pascal Caradec s'est adressé en 2005 à la Région. « Le seul moyen, pour l'instant, de contacter le Conseil régional est d'envoyer une lettre à un vice-président. Mais ce courrier reste souvent confidentiel. » Afin de le rendre public, il suggère que la Région fasse évoluer son site Internet et intègre un « espace citoyen » interactif.



1964

Naissance à Brest (Finistère)

1986

Déménagement dans la Drôme

1992

Installation sur 0,5 ha de légumes, puis de framboises

1997 et 2003

Naissance de ses deux enfants

Après avoir assisté à une réunion publique à Valence, où il entendit parler pour la première fois de démocratie participative, puis à divers ateliers thématiques, Pascal Caradec a témoigné, avec 21 citoyens volontaires, lors des assises régionales de la démocratie participative en septembre à Charbonnières. Sur les 1 650 propositions avancées, 101 ont été reprises par les élus. Pascal Caradec a obtenu l'engagement de Jean-Jack Queyranne de l'ouverture d'un portail citoyen régional en 2007.

Depuis, les 22 citoyens gardent le contact par mail. Pascal Caradec a aussi créé un blog pour faire circuler les informations entre les différents Contrats territoriaux emploi formation (CTEF). Ce blog, rédigé à plusieurs mains, relève d'avantage pour l'instant d'un site d'informations destiné à défricher le maquis des sigles de l'emploi et de la formation. Membre du CTEF de la Drôme des collines, il déplore la difficulté de faire entendre la voix des Rmistes et des chômeurs, pas seulement dans cette instance, mais aussi sur les blogs des hommes et des partis politiques qu'il fréquente assidûment. Lui qui a vécu trois mois en 2005, avec seulement 8,53 € mensuels, sait de quoi il parle. « Quand on est chômeur, qu'on va à l'ANPE ou à l'ASSEDIC et qu'on demande des renseignements, on a souvent l'impression de ne pas

« Je pense que les politiques ne peuvent pas se passer de la démocratie participative [...]. Ce n'est pas un pouvoir. C'est un outil complémentaire de la démocratie représentative, pour aider les élus à prendre la décision judiciaire. »

être écouté. » Il ne s'appesantit pas malgré tout sur sa situation. « Ce n'est pas Cosette », dit-il, préférant évoquer la joie d'élever ses enfants dans le cadre « magique » de Crépol, son village drômois. « Je pense que les politiques ne peuvent pas se passer de la démocratie participative, à condition de bien s'entendre sur ce mot, poursuit le citoyen drômois. Ce n'est pas un pouvoir. C'est un outil complémentaire de la démocratie représentative, pour aider les élus à prendre la décision judiciaire. » L'idée, un peu utopique, est de faire en sorte « que tout le monde puisse s'exprimer. C'est une démarche ouverte qui doit permettre à un élu de ne pas entendre uniquement les avis de son camp ».

« Avec la démocratie participative, on peut réconcilier les citoyens avec la politique. C'est un outil d'une richesse incroyable », s'enthousiasme Pascal Caradec, qui parle avec envie du modèle estonien, plus audacieux que les expériences françaises. Pour renforcer ces réseaux citoyens, il consacre un bon nombre de ses soirées et de ses journées à tisser des liens sur la toile. Et en dehors également. L'engagement n'est en effet pas ennemie de la convivialité. « On se fait souvent des bouffes ensemble », savoure celui qui aimerait bien mettre son grain de sel de blogueur libre dans le festival de la création sur Internet, qui aura lieu les 1^{er}, 2 et 3 février prochains à Romans-sur-Isère...

Vincent Charbonnier

→ En savoir plus : Blog

<http://democratie-participative.over-blog.com/>

11 000 RHÔNALPINS ONT DIT « OUI » À LA RÉGION POUR EXPÉRIMENTER LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

ENVIE DE PARTICIPER ?

Chaque Rhônalpin peut participer aux initiatives régionales. Contact : direction des relations aux citoyens. Tél. : 04 72 59 51 21 ou democratie@rhonealpes.fr

250 élus locaux, fonctionnaires, représentants d'associations composent le réseau régional de démocratie participative. Ils débattent sur les expériences des membres volontaires.

INITIATIVE : DES PARENTS SE REGROUPENT DANS LES QUARTIERS

Les femmes libèrent la parole des cités

« Nous aussi, nous avons un cahier de doléances que l'on va remettre aux parlementaires. » Réunis sur le quai du TGV à Lyon, les membres du collectif « Paroles de femmes » sont décidés : ces femmes vont participer à la marche organisée à Paris par l'association « ACLeFeu », le 25 octobre. Deux pères de famille les accompagnent, pour affirmer leur place de « re-pères », et transmettre les doléances des jeunes sur la politique, l'école et la société.

Depuis 1995, plusieurs groupes de femmes des quartiers de Rhône-Alpes sont réunis dans ce collectif devenu association en 2005. Colloques, débats, marches... elles sont sur tous les fronts. « Nous sommes des militantes. Mes enfants sont fiers de moi ! », affirme l'assiat. À ses côtés, Thony ajoute : « Notre objectif, c'est aussi de faire réfléchir, de montrer que nous ne sommes pas des parents démissionnaires parce que nos enfants décrochent à l'école. »



On nous « démissionne » un peu vite. » Un sujet que le collectif a choisi de creuser avec le sociologue Daniel Thin, dans le cadre de son nouveau projet, lancé avec d'autres associations françaises : l'Université populaire des parents. Objectif en 2007 : amorcer un dialogue avec l'Éducation nationale. En mai dernier, elles se sont présentées aux représentants d'associations, membres, comme elles, du réseau de démocratie

participative qui a été lancé par la Région. « Ils nous ont conseillé de préciser notre positionnement, entre le militantisme et la réflexion, explique Mireille Grange, la coordinatrice du collectif. Ce réseau nous pousse à avancer tout en reconnaissant notre expertise. C'est important ! »

V.V.-L.

→ Contact : collectifparolesdefemmes@hotmail.com

TÉMOIGNAGE : RAPHAËLLE RAVEAUD, LYONNAISE TIRÉE AU SORT

L'écho du terrain



Raphaëlle Raveaud, citoyenne

« En 2005, je suis allée à une réunion publique organisée par la Région. Pour une fois, que l'on demandait l'avis de citoyens, je ne voulais pas rater l'occasion ! Puis j'ai été tirée au sort, comme vingt-neuf autres personnes, pour participer, en juin dernier, aux Journées nationales de l'évaluation publique. Cet intitulé a attisé ma curiosité. Un samedi matin, nous avons été formés à l'évaluation. Au début des Journées, nous nous sommes sentis mis à l'écart par les experts. Mais nous avons exposé notre désir de faire remonter les attentes du terrain, sans prétendre représenter qui que ce soit et sans jouer les experts. Faire participer des citoyens aux évaluations peut permettre de construire des politiques plus proches du terrain. »

V.V.-L.

PROJETS ASSOCIATIFS

La Région apporte son soutien aux initiatives portées par les associations à raison de 50 % des dépenses éligibles. En 2006, parmi les 99 dossiers reçus, elle a retenu 40 projets sur la formation à l'exercice de la citoyenneté. Ils ont été choisis par un comité composé d'élus et de citoyens.

En 2007, un appel à contributions sera lancé à l'occasion des Rencontres mondiales de la démocratie participative, qui se dérouleront fin 2007.

En savoir plus : 04 72 59 51 21

« La confrontation nous rend tous plus intelligents »

INTERVIEW



FRANÇOIS AUGUSTE
vice-président à la
démocratie participative

qui ne participent pas aux décisions. Notre objectif, c'est une construction commune.

Les propositions ne sont pas toujours suivies : n'est-ce pas une machine à fabriquer des citoyens déçus ?

Oui, il y a souvent des déceptions liées à cela, mais la nouveauté ici, c'est que l'on veut associer les gens dans la durée, sur les territoires et au plan régional. C'est un partenariat entre élus et citoyens, organisés ou pas. L'avenir de notre système politique réside dans la reconnaissance du droit à la participation des citoyens à toutes les décisions qui les concernent. Pour ma part, je souhaite que la participation des citoyens devienne un principe constitutionnel.

Que retirerez-vous de l'expérience régionale de démocratie participative ?

Je suis conforté dans l'idée que le renouveau de la vie démocratique et du système représentatif passe par l'association des citoyens à toutes les décisions qui les concernent. À tous les niveaux, du local au mondial, en amont des décisions dans la collaboration, et dans la mise en œuvre en aval. Le moment des décisions revient aux élus. Les citoyens n'ont pas envie de remettre en cause le système représentatif : ils veulent donner leur avis, prendre la parole, être écoutés et entendus,

participer aux décisions et les mettre en œuvre. Ils ont un sens aigu de l'intérêt général, beaucoup d'idées, et cela fait du bien. C'est régénérant. La confrontation nous rend tous plus intelligents. Au début, il y avait des doutes de part et d'autre, chez les élus comme chez les citoyens. Aujourd'hui, beaucoup sont convaincus de l'intérêt de cette politique.

Il ne s'agirait donc pas d'un contre-pouvoir ?

Je ne propose pas un contre-pouvoir. Par définition, un contre-pouvoir, ce sont des gens



DES ATELIERS CITOYENS

Après les réunions dans les départements, la Région a mis en acte la participation citoyenne dans l'élaboration de ses politiques, tant au niveau régional que dans les instances locales. Des ateliers, composés de citoyens tirés au sort dans un échantillon représentatif de la population, ont été créés afin de donner un avis informé et argumenté. Cet avis contribue à éclairer les élus dans leurs décisions. Le premier atelier citoyen organisé par la Région Rhône-Alpes a abordé le thème de l'avenir des zones rurales dans les sociétés européennes. L'avis final a été présenté à l'assemblée régionale fin novembre. **Prochains thèmes des ateliers citoyens : les transports (1^{er} semestre 2007), l'emploi et la formation (2^e semestre), le logement (1^{er} semestre 2008), puis la jeunesse et la démocratie participative.** → En savoir plus : www.rhonealpes.fr, rubrique La Région et les citoyens



Ardéchoise, cœur normand

Normande installée à Aubenas, **Sandrine Ben Lahoussine** veut « participer à la vie de la cité ». Cette jeune mère, coordinatrice du réseau « Ardèche Bien-être », s'investit aussi dans deux structures participatives créées par la Région.

Qui peut bien se cacher derrière ce titre bizarre de « membre citoyenne du CTEF du pays de l'Ardèche méridionale » ? CTEF, comme Contrat territorial emploi formation. Une Ardéchoise ? Pas sûr. Une Normande, peut-être bien que oui. Ou les deux...

Sandrine Ben Lahoussine est née à Rouen, le 31 mai 1975. Elle tient son patronyme du grand-père marocain, ancien prisonnier de guerre en France, qui avait reconnu son père. « Lors du débarquement, ma grand-mère avait eu une histoire d'amour avec un soldat noir américain », raconte-t-elle. Il est mort au combat, la laissant seule avec son bébé. Héritiers de ces destins croisés, Sandrine et son frère grandissent dans un village normand. Leur mère est comptable. Le père travaille chez Renault et préside le club de judo. Un temps, la petite fille pratique ce sport dont elle aime l'esprit, joue aussi du

piano... Étudiante, elle choisit la gestion – « facile, cartésienne » – des ressources humaines – « complexes et passionnantes » –, avant d'allier les sciences sociales à la gestion, puis le management à la culture. Après une expérience en ressources humaines sur l'aéroport de Roissy, elle met en place des projets culturels dans les transports en commun, à Orléans, en 2001, avant de tenter l'expérience à Troyes, cette fois dans un réseau interurbain... « Je voulais faire du transport un acteur de la cité et du territoire », revendique-t-elle. Je suis partie quand il n'était plus possible de faire vivre mes idées. Des idées, Sandrine en a beaucoup, également inspirées de sa vie intime. « J'ai eu une première crise de spasmodie à 18 ans », confie-t-elle. Je vivais un peu dans ma bulle avant de rencontrer une psychothérapeute en programmation neurolinguistique (PNL). La jeune femme se soigne, puis se forme à la PNL,

méthode de développement personnel qu'elle utilise comme un outil de communication. « Ce que j'avais reçu dans cette rencontre privilégiée, poursuit-elle, j'ai eu envie de le rendre accessible à d'autres. »

C'est pourquoi, après avoir quitté Troyes, fin 2003, elle développe une ambition plus personnelle. Mot d'ordre : le bien-être. Fil conducteur : les autres. Le fondateur d'un centre de développement personnel lui parle de l'Ardèche qu'elle ne connaît pas encore. Un voyage sur place lui permet de confirmer la pertinence de son projet : créer un « réseau des acteurs du bien-être », avec des thérapeutes, artisans, commerçants, libraires ou enseignants, prônant des méthodes de soins ou des modes de vie alternatifs.

Sandrine s'installe à Aubenas en août 2004 : « Je me suis tout de suite sentie bien ici, avec l'envie de rester. » Le paysage est magnifique et le rythme plutôt rural, mais ce n'est pas pour autant le farniente ! Créé quelques mois après son arrivée, le réseau « Ardèche

“ J'accepte cette insécurité parce que ce n'est pas toute ma vie. Je suis chômeuse, mais aussi expérimentatrice. Je pense autrement et j'agis au service du territoire. ”

Bien-être » l'emploie pendant un an, grâce à des financements européens. La jeune femme s'implique aussi dans le dispositif « Place aux jeunes », porté par le réseau d'insertion Réajir dont elle intègre vite le bureau. « Elle a su travailler avec les autres et se faire sa place », témoigne Sophie Raty, présidente de Réajir. Le président de la Chambre des métiers, Christian Martin confirme : « Elle est convaincue, déterminée, convaincante, un peu en avance sur tout le monde. »

Sandrine, qui représente Réajir au Conseil local de développement, est volontaire pour intégrer le CTEF du pays de l'Ardèche méridionale. Une évidence : « Travailler sur le territoire, c'est participer à la vie de la cité. En tant que citoyenne, j'interroge les experts, mais je dis aussi ma manière de penser : il faut favoriser la complémentarité des approches, des acteurs et des moyens pour résoudre les problèmes. »

Pour un autre membre du CTEF, Dominique Bazerque, directrice du Centre d'information des femmes et des familles d'Aubenas, la jeune femme dispose d'une « forte capacité à se faire entendre, sans être une grande gueule. Elle a su s'installer ici avec une démarche citoyenne complète et une grande ouverture d'esprit. Ce n'est pas facile. »

Pas facile, d'autant que Sandrine, aujourd'hui en recherche d'emploi, élève seule Adonis, son fils d'un an. Dans un inconfort financier certain, elle jongle ainsi entre sa vie familiale et l'emploi du temps intensif que procure ce travail de réseau bénévole. « J'accepte cette insécurité parce que ce n'est pas toute ma vie. Je suis chômeuse, mais aussi expérimentatrice. Je pense autrement et j'agis au service du territoire. » Le territoire ? « C'est ce que je vis ici et maintenant et que je partage avec les autres, assure-t-elle. C'est une expérience et tout l'objet de mon engagement citoyen ! »

Florence Roux



31 mai 1975

Naissance à Rouen

1995

DUT de gestion des entreprises et administrations

1997

MST de sciences sociales appliquées à la gestion, à Lille

2001

Mastère en management des produits et loisirs culturels, à Brest

Août 2004

Installation à Aubenas, en Ardèche

Octobre 2005

Naissance d'Adonis à domicile

SE RAPPROCHER DES BESOINS EN EMPLOI EN DÉCONCENTRANT LES CRÉDITS, TEL EST LE BUT DES 27 CTEF

5 collègues participent au travail d'un **Contrat territorial emploi et formation (CTEF)** : élus locaux, citoyens, services de l'emploi et de l'éducation de l'État, syndicats de salariés et du patronat, partenaires sociaux économiques.

En 2006, **22 %** des moyens de la formation professionnelle votés par les élus régionaux, sont programmés par les CTEF. À terme, ce sera **70 %**.

TOUT CITOYEN PEUT PARTICIPER À L'UN DES 46 CONSEILS LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT

Contact : direction des politiques territoriales, 04 72 59 43 86

TÉMOIGNAGE : EN BEAUJOLAIS, UN RETRAITÉ SOUHAITE ACCOMPAGNER LES JEUNES EN DIFFICULTÉ

Philippe Cameron, un parrain pour l'emploi

Parce que « la revitalisation de la démocratie par les citoyens » est l'une de ses préoccupations politiques essentielles, Philippe Cameron a tout de suite été intéressé par les initiatives de démocratie participative prises par le Conseil régional. Après avoir assisté à plusieurs réunions publiques, il a été contacté afin de rejoindre le groupe constitué par le Contrat territorial emploi formation (CTEF) du Beaujolais.

Dans ce cadre, opérationnel depuis le début de l'année, il a suggéré d'accompagner des jeunes non qualifiés vers l'emploi. Cette proposition fait

suite à un diagnostic réalisé sur le secteur. Elle s'inscrit dans une « logique de parrainage », d'un accompagnement individuel qui doit permettre de leur retrouver des repères sociaux. Pour Philippe Cameron, il s'agit de « répondre à la demande de jeunes de quartiers défavorisés qui vivent dans des conditions défavorables, sans le soutien de leur famille, et de leur apprendre des normes sociales ».

Jeune retraité, cet ingénieur, qui a travaillé pendant trente ans dans un centre de formation et dans une structure d'audit à EDF, est prêt à s'engager et aussi à consacrer du temps à

ces actions. Il participe déjà aux Ateliers du présent. Cette association lyonnaise intervient auprès d'accidentés de la vie qui cherchent à reprendre une activité. Une demi-journée par semaine, il anime un atelier avec sept ou huit personnes.

« L'objectif premier est qu'ils aient plaisir à être en groupe », explique Philippe Cameron qui témoigne auprès d'eux du fonctionnement global des entreprises, de leurs exigences en matière d'embauche, tout cela pour leur redonner espoir.

V. C.

« Sortir du jargon technique »

INTERVIEW



MARIE-FRANÇOISE PASCAL, directrice de la Mission locale Drôme-des-Collines et Royans-Vercors

Pourquoi la Mission locale Drôme-des-Collines-Royans-Vercors est-elle devenue la structure porteuse du CTEF ?

Nous avons accepté ce rôle de manière transitoire, en attendant que la Maison de l'emploi et de la formation, soit pleinement installée.

La Mission locale est un partenaire reconnu du secteur emploi-formation et elle couvre le même territoire que le CTEF, soit 110 communes du nord de la Drôme.

Quel est le travail de la Mission locale ?

Grâce à une subvention régionale, nous avons recruté un chargé de mission pour accompagner la conseillère régionale pilote du CTEF. À partir du diagnostic territorial, il anime les réunions de terrain d'où émergent les objectifs prioritaires. Sur cette base, s'élaborent une stratégie triennale pour améliorer le rapprochement des offres et demandes d'emploi, et un plan d'actions concrètes pour 2007.

Qu'est-ce qui change avec le CTEF par rapport à d'autres groupes de travail ?

La participation des élus, des partenaires sociaux et, surtout, celle des citoyens. L'implication des citoyens est délicate. Elle tend à mettre à égalité bénévoles et professionnels. Mais c'est une démarche pertinente. Cela oblige les professionnels à sortir du jargon technique et crée une relation de transparence et d'écoute réciproque dans les débats. Il est essentiel que les politiques de l'emploi et de la formation soient lisibles, tant pour les entreprises que pour les demandeurs d'emploi.

COMITÉS LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT, ESPACES CITOYENS



de développement n'est pas une structure de notables, affirme Mariette Cuvelier, présidente du CLD de Dieulefit-Montélimar. Y sont impliqués, aux côtés des élus, les représentants du monde économique et des citoyens ordinaires : des porteurs de projet, des personnes qui veulent participer à la réflexion et

Depuis 1999, la loi Voynet oblige à créer, dans chaque agglomération de plus de 50 000 habitants, un conseil de développement composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs. En Rhône-Alpes, cette concertation prend la forme de 50 Contrats de développement de Rhône-Alpes (CDRA). La société civile est associée aux projets de territoire par le biais de 46 conseils locaux de développement (CLD). C'est un lieu de propositions, de conciliation des différentes approches sur un territoire. « Le conseil local

des militants associatifs. Aujourd'hui, une place est offerte à tous les citoyens, et les CLD pourront soutenir tout type de projets, y compris les plus modestes. Ce n'était pas le cas auparavant où seules les communautés de commune ou les chambres consulaires montaient des projets. Le CLD est ainsi devenu un nouvel espace de démocratie participative ». Après une année d'activités, les 3 527 membres de l'ensemble des CLD de Rhône-Alpes devaient dresser un premier bilan d'étape fin novembre.

→ En savoir plus sur les CDRA, les CLD et les CTEF : www.rhonealpes.fr, rubrique « Aménagement du territoire »

TÉMOIGNAGE : À LYON, LES ATELIERS DE LA CITOYENNETÉ Se former pour mieux agir



Hervé Chaignaud-Dupuy, délégué général des Ateliers de la citoyenneté

La participation citoyenne passe par une meilleure compréhension de la chose publique, mais aussi par le développement « d'habilités sociales » : autonomie, sens des responsabilités, capacité à argumenter, aptitude à faire autorité. Autant de compétences qui ne s'improvisent pas ! Depuis quatre ans, les Ateliers de la citoyenneté à Lyon mènent une expérience innovante soutenue par la Région au titre de la promotion sociale et professionnelle. Pour Hervé Chaignaud-Dupuy, délégué général, les Ateliers « cherchent à développer une capacité de discernement collective pour que chacun puisse ensuite, par lui-même, là où il est, être force de proposition, pour agir avec les élus, les services publics, les entreprises, les associations... C'est ce que j'appelle la citoyenneté entreprenante : les citoyens doivent se sentir à la fois en droit et en mesure de prendre part à la résolution des problèmes qu'ils ont en commun ».

→ Contact : www.ateliersdelacitoyennete.net

1,5 % DE L'ÉLECTORAT FRANÇAIS ADHÈRE À UN PARTI POLITIQUE

« Bousculer la division du travail qui réserve la définition de l'intérêt général aux élus et lie sans recours les simples citoyens à leurs intérêts particuliers. Tel est peut-être le défi le plus fondamental de la démocratie participative. »
YVES SINTOMER, SOCIOLOGUE, CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ MARC-BLOCH DE BERLIN

9 % DES SALARIÉS SONT SYNDIQUÉS CONTRE 25 % EN 1975

L'Université populaire de Lyon propose des cours ouverts à tous et gratuits. Les thèmes abordés cette année : « La démocratie et le populaire » et « Nous transformons le monde qui nous transforme. »
Informations sur uplyon.free.fr



JANINE BERNARD, MEMBRE DU COMITÉ CONSULTATIF BUDGÉTAIRE DE PONT-DE-CLAIX

Depuis deux ans, une quarantaine d'habitants tirés au sort sur les listes électorales analysent le budget de la ville et font des propositions d'orientation au conseil municipal. « J'ai beaucoup appris sur le fonctionnement de la commune. Pour 2007, nous préconisons de ne pas augmenter les impôts, mais plutôt de jouer sur l'emprunt : la ville est faiblement endettée, elle peut se le permettre. » Autre innovation à Pont-de-Claix, chaque conseil de quartier reçoit un budget participatif de 16 000 euros.

→ www.ville-pontdeclaix.fr



FABRICE NEYRET, RESPONSABLE DES CAFÉS SCIENCES ET CITOYENS À GRENOBLE

« Sortir du savoir révélé pour éveiller l'esprit critique, donner des outils pour réfléchir, prendre position. Notre but est de sortir du sensationnel, des propos de comptoir, de la conférence de spécialistes, ou de l'affrontement idéologique... Depuis cette année, les séances se tiennent dans le quartier de la Villeneuve « pour toucher les personnes qui n'ont pas l'habitude de fréquenter des lieux culturels, ni de prendre la parole ».

→ www.evasion.imag.fr/cafesSC/



HUBERT GUILLAUD, AUTEUR DU BLOG LE ROMANAIS

« À mon arrivée à Romans en 2002, je ne connaissais personne. J'ai créé mon blog pour rencontrer des gens et informer de ce qui se passe sur la ville. Mon témoignage a tout de suite suscité de la curiosité, des réactions. J'ai sympathisé avec un animateur multimédia. Nous avons ouvert des sessions de formation. Aujourd'hui, il y a une quarantaine de blogs qui animent "la mousse romanesque". Le plus important, c'est le rôle d'animateur pour cristalliser la conversation et les échanges. »

→ <http://leromanais.free.fr>

La participation citoyenne en plein renouvellement

Depuis le début des années 1990, la participation électorale recule. Montée de l'individualisme, rejet du politique ? De nouveaux modes d'expression citoyenne en Rhône-Alpes témoignent au contraire du renouvellement de la participation et de l'engagement citoyen. Certains sont à l'initiative des élus à travers la concertation, les conseils de quartier, les conseils consultatifs.

Ce renouvellement vient aussi de citoyens ordinaires qui prennent la parole en public, de manière virtuelle, à travers les blogs, ou plus directe dans les cafés thématiques. Ou d'artistes qui investissent la rue comme le crieur public. L'engagement citoyen touche également la sphère économique. En témoigne le regain d'intérêt accordé au secteur de l'économie sociale et solidaire, ou l'expérience menée par SFR en faveur du bénévolat...

Textes : Laurence Tournecueillert. Photos : Jean-Paul Bajard.



DENIS BERNADET, ANIMATEUR DU CAFÉ MÉDIAS À LYON

« La responsabilité des médias est une vraie question pour la démocratie, et pas seulement une affaire de spécialistes », affirme Denis Bernadet. Le café des médias donne un rendez-vous mensuel entre journalistes et non journalistes. Il est organisé dans le cadre des Ateliers de la citoyenneté, avec le Club de la presse et l'Institut d'études politiques de Lyon. Derniers invités : Denis Delbecq, rédacteur en chef et président de la Société civile des personnels de Libération, et Olivier Bertrand, correspondant régional, sur le thème « Quotidiens en péril : état d'urgence à Libération ».

→ www.ateliersdelacitoyennete.net

10 À 12 MILLIONS DE FRANÇAIS SONT BÉNÉVOLES DANS UNE ASSOCIATION

« Il n'est plus possible de gouverner comme avant. L'information objective et la concertation effective du public concerné par une décision deviennent impératives et conditionnent de plus en plus l'acceptation de cette décision. »

LOÏC BLONDIAUX, PROFESSEUR À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE LILLE



FABIEN BRESSAN, CONCEPTEUR DES RINGS DE LA CONCERTATION

« Les Rings de la concertation sont un nouvel outil à destination des quartiers où la concertation classique ne fonctionne pas », explique Fabien Bressan de l'association de Robins des villes. Celle-ci intervient comme relais entre les habitants et les services d'une ville lors d'aménagements, de rénovation de quartier en difficulté. « Nous profitons d'un événement dans un quartier pour installer un container sur la place publique. Grâce à cet objet, nous voulons frapper les esprits et susciter la réaction des jeunes. Selon le contexte, les habitants se l'approprient en le décorant, en l'occupant. Des débats sont organisés sur un thème précis. »

→ www.robins-des-villes.org



CAMPAGNE DE VOTATION CITOYENNE À GRENOBLE

Depuis 2002, Grenoble organise une campagne de votation citoyenne pour sensibiliser les citoyens à l'absence de droit de vote des résidents n'appartenant pas à l'Union européenne. Un sondage réalisé en octobre 2006 par l'institut CSA montre que 50 % des Français y sont favorables pour les élections locales et européennes. Ils n'étaient que 28 % en avril 1996. Dès 1999, les élus grenoblois avaient créé un conseil consultatif des résidents étrangers. Il permet de recueillir la parole d'habitants qui vivent, travaillent et paient leurs impôts sans pouvoir s'exprimer par le bulletin de vote.

→ www.grenoble.fr

67 % DES RHÔNALPINS souhaitent être plus associés aux décisions du Conseil régional.

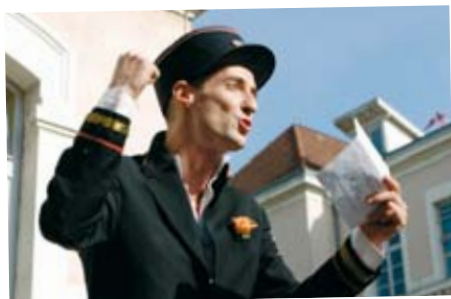
(Enquête réalisée par l'institut Fournier en mars 2006)



RHÔNE-ALPES TISSE SA TOILE

Jamais la Région n'aura été aussi proche des Rhônalpins. Le futur portail ou site Internet de l'institution régionale mettra à portée d'écran des cybercitoyens toute l'information sur ses compétences et ses politiques. Les élus veulent innover en proposant aux Rhônalpins de dialoguer plus facilement avec eux et entre eux : courrier électronique, commentaires en ligne, forums de discussion thématique. Un seul objectif : faire du site Internet un espace pétillant de vie, ouvert aux débats, suscitant les idées, des discussions et prolongeant les rencontres « physiques » qui ont lieu quotidiennement en Rhône-Alpes.

→ www.rhonealpes.fr



GÉRALD RIGAUDO, CRIEUR PUBLIC À LA CROIX-ROUSSE, À LYON

Pousser un coup de gueule, déclarer sa flamme, annoncer un événement : tous les dimanches, à 11 heures, le crieur monte en chaire. Képi de pompier, boutons brillants sur costume sombre. Avec une bonne dose d'humour et deux doigts de poésie, Gérald a acquis une vraie légitimité et compte bien investir le débat présidentiel, en avril, après la coupure hivernale. « Je veux que, tous ensemble, nous nous appropriions le débat politique et que nous le déplaçons sur la place publique. Je veux recréer un espace de parole libre, susciter des réactions. Et surtout que les gens se mettent à penser. »

→ www.ministere-des-rapports-humains.com



CHEZ SFR, DES SALARIÉS PAYÉS POUR ÊTRE CITOYENS

L'entreprise de télécommunications innove en créant le statut de « collaborateur citoyen » pour ses salariés. SFR reconnaît l'engagement de ses collaborateurs au sein d'une association, en leur donnant la possibilité d'y consacrer jusqu'à onze jours rémunérés par an. Ce statut a fait l'objet d'un accord d'entreprise signé avec les partenaires sociaux et s'inscrit dans la démarche de citoyenneté de SFR. Un fonds de soutien aux projets associatifs est créé en 2003 dans le domaine de l'enfance en détresse et du handicap. Dans le cadre du Congé individuel de formation, certains salariés ont aussi acquis des compétences sur le statut de bénévole et la création d'association.

→ www.apropos.sfr.fr



LE SOL, MONNAIE SOLIDAIRE

Une monnaie sociale, en cours d'expérimentation, débarque en Rhône-Alpes : le Sol. Le bénéficiaire, équipé d'une carte à puces, collecte des Sol lors d'achat de biens et de services labellisés (achat de produits bio dans un magasin équitable, règlement d'une mutuelle ou assurance, placement dans une banque coopérative, don à une ONG...) ou encore grâce à son engagement associatif. Dès lors, il peut utiliser ses Sol pour se procurer de nouveaux biens et services ou soutenir une cause internationale. Objectif : encourager des échanges qui ne sont pas valorisés par le marché et qui soient en cohérence avec les enjeux écologiques et sociaux.

→ www.sol-reseau.org



Trains de vie

Yves Gimbert préside l'Association des usagers de la ligne Grenoble-Valence et siége dans un comité de ligne. Dans un esprit constructif.

La vie d'Yves Gimbert ressemble parfois à un roman de gare. Ce chercheur a rencontré sa future femme sur un quai. Il faisait alors la navette entre Bruxelles, où il habitait, et Lille, où il effectuait un stage post-doctoral. Depuis, il ne s'est guère éloigné des chemins de fer. Il emprunte régulièrement le TGV pour se rendre à son travail ou dans un laboratoire parisien. Il part souvent en vacances en train, avec sa famille nombreuse. Lorsqu'il a choisi de quitter la ville, il s'est installé près d'une voie ferrée. De sa maison à Vinay, il peut se rendre à pied à la gare pour rejoindre son labo à Grenoble. Cette proximité ferroviaire était une condition sine qua non de son déménagement. Pour améliorer le service entre Grenoble

et Valence, Yves Gimbert a très vite compris la nécessité de « *fédérer l'ensemble des usagers de cette ligne, pour éviter de pétitionner chacun dans son coin, et parler d'une seule voix face aux autorités organisatrices de transport* ». Implantée progressivement dans sept gares, l'Association des usagers de la ligne Grenoble-Valence (ASULGV), créée en décembre 2001, ne se définit pas comme une association de défense, mais de « promotion » du train. En contact régulier avec la direction régionale de la SNCF, elle a fait l'effort de comprendre « *comment ça fonctionne* ». Yves Gimbert, son président, a ainsi appris à lire les diagrammes de circulation des trains. « *On ne demande jamais des choses déraisonnables. On a prouvé que l'on n'était pas*

des emmerdeurs », observe-t-il. Dès qu'il y a un retard ou un nombre de rames insuffisant, il envoie un mail ou il téléphone à ses interlocuteurs régionaux pour le leur signaler : « *C'est plus efficace que d'envoyer une lettre au service national des réclamations à Arras !* » Sur la base de comptage de passagers réalisé par les membres de l'association dans les gares, ses interventions ont déjà permis la création de trains ou d'arrêts supplémentaires.

L'ASULGV a vite intégré les comités territoriaux, puis les comités de ligne créés par la Région. Pour assister à une réunion au Conseil régional à Charbonnières, un lundi après-midi, Yves Gimbert n'hésite pas à poser un jour de congé. « *C'est normal d'être disponible, confie-t-il, même s'il reconnaît avoir un métier qui lui permet d'aménager ses horaires. Si vous voulez être entendu, il faut être crédible. Et si vous voulez être crédible, il faut s'en donner les moyens. L'essentiel est d'être en contact direct avec les gens qui ont le pouvoir de faire bouger les choses.* »

“On ne demande jamais des choses déraisonnables. On a prouvé que l'on n'était pas des emmerdeurs.”

Yves Gimbert tire souvent le signal d'alarme auprès du directeur régional des trains express régionaux à Chambéry ou du premier vice-président aux transports du Conseil régional. Avec le président du Conseil général de l'Isère, il a argumenté pour l'organisation d'un service de bus de rabattement vers les gares et de transport à la demande, pour permettre notamment aux habitants d'Albenc d'aller en gare à Vinay sans leur voiture. Avec les responsables des communautés d'agglomération de Grenoble et du Pays voironnais, il discute de la création de vélo-stations. Un service qui sera d'autant plus nécessaire l'été prochain, quand la ligne sera fermée pendant trois mois pour travaux et les trains remplacés par des bus. « *Il faut traiter les problèmes de transport dans leur globalité et faire en sorte que les différentes autorités organisatrices ne se cannibalisent pas* », souligne le président de l'ASULGV qui a lancé depuis quatre mois un site de covoiturage.

Tout n'est pas rose pour autant. « *Il reste à améliorer l'information des voyageurs en cas de circulation perturbée sur les lignes* », note Yves Gimbert, exaspéré par les grèves à répétition. Des questions qu'il évoque volontiers avec des représentants syndicaux. Il aimerait également que le futur tunnel sous la Bastille soit utilisé par les trains pour boucler une rocade ferroviaire autour de Grenoble. Il déplore par ailleurs la frilosité des gouvernements successifs, qui ont négligé la rénovation du réseau ferré. En quarante ans, la France a autant investi que la Suisse.

Yves Gimbert pense à ses trois enfants. Il souhaite « *absolument qu'ils puissent se déplacer durablement à partir de leur lieu de vie* ». Depuis cette année, son fils de 11 ans prend le train pour aller voir ses grands-parents. « *C'est auprès de cette nouvelle génération qu'il faut œuvrer pour changer les mentalités*. » En six ans, quatre trains supplémentaires ont été proposés aux heures de pointe entre Grenoble et Valence ; la fréquentation a augmenté de 30 %.



1959

Naissance à Grenoble

1987

Diplôme de l'École supérieure de chimie industrielle de Lyon

1992

Entrée au CNRS

Juillet 2000

Déménagement à Vinay (Isère)

Décembre 2001

Création de l'association des usagers de la ligne Grenoble-Valence

Vincent Charbonnier

→ www.covoitagesudgresivaudan.com

LES USAGERS DU TRAIN PEUVENT PARTICIPER À L'AMÉLIORATION DU SERVICE AU SEIN DES 28 COMITÉS DE LIGNE

LES COMITÉS DE LIGNE SE RÉUNISSENT AU MINIMUM DEUX FOIS PAR AN ET RASSEMBLENT LES USAGERS, DES TER, LES ÉLUS LOCAUX, LES REPRÉSENTANTS DE LA SNCF ET TOUS LES AUTRES ACTEURS DU TRANSPORT PUBLIC
contact : dtic@rhonealpes.fr

116 000 voyageurs empruntent chaque jour **1 100** trains express régionaux et **500** autocars. En deux ans, la fréquentation a augmenté de près de **20 %**

REPORTAGE : LES ATTENTES DES CITOYENS PRISES EN COMPTE

Rive-de-Gier en première classe

La gare de Rive-de-Gier n'est plus cette halte grise qui refroidissait les voyageurs en provenance de Lyon. Elle a changé de visage après les travaux engagés par la Région, en collaboration avec les collectivités territoriales, Réseau Ferré de France et la SNCF. Elle le doit aussi aux avis émis au sein du Comité de ligne.

Cette opération est l'une des plus importantes conduites dans les gares régionales en dehors des grandes agglomérations. Cet espace sans âme a été transformé en « centre d'échanges et de vie » pour la satisfaction des quelque 2 000 voyageurs qui la fréquentent chaque jour. Deux parkings de 370 places ont été aménagés de chaque côté des voies, dont un est surveillé par vidéo. Une passerelle a été construite pour sécuriser le passage des piétons au-dessus des voies. Et l'esplanade a été aérée.

La SNCF a parallèlement rénové les salles d'accueil du public et les quais, et ravalé les façades de



la gare. Le confort, la lisibilité, la qualité des aménagements ainsi que l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ont été privilégiés afin d'améliorer les services offerts aux voyageurs.

Avec 460 000 voyages par an au départ de Rive-de-Gier, 39 allers-retours quotidiens vers Saint-Étienne et Lyon, cette gare est une plate-forme de liaisons majeure de la vallée. Cet équipement, bordé désormais d'un parc

arboré et d'une promenade en bordure du Gier, participe de la requalification urbaine de l'entrée ouest de la cité. La « nouvelle » gare doit attirer de nouveaux passagers qui pourront peut-être abandonner leur voiture pour se rendre au travail, en cours ou faire des emplettes. Un exemple pour les autres gares de la Région en voie de modernisation.

V. C.

« Une forte demande sur l'information »

INTERVIEW



PASCAL GENTIL,
responsable SNCF chargé
du TER pour les Alpes

Dans quel comité de ligne êtes-vous présent ?

Je représente le TER dans 10 des 14 comités de ligne de la région SNCF de Chambéry avec les chargés d'axe, c'est-à-dire les responsables de la qualité des lignes. Outre le président, conseiller régional, sont également présents des techniciens de la Région, de Réseau ferré de France, des élus locaux, des représentants d'associations et des clients.

Pour vous, responsable SNCF, ces comités

ne sont-ils pas une contrainte ?

Non, dès le départ, nous avons souhaité nous y impliquer. C'est un moment intéressant de partage de nos visions des choses. Depuis leur mise en place, nous avons pu montrer que nous étions réactifs. Par exemple, une forte demande s'est exprimée sur l'information. C'est pourquoi nous allons désigner des agents dédiés à l'information voyageurs. Le plan est monté, le cofinancement SNCF/Région est prêt. Les premières lignes (Annemasse-Évian et Grenoble-Lyon) en seront équipées début

2007. Autre exemple de travail en commun : une partie de la ligne Valence-Grenoble sera coupée l'été prochain pour travaux. Nous avons beaucoup travaillé avec l'ASULGV pour le montage des services de substitution, en termes de capacité et de temps de parcours, avec des comptages de voyageurs et des mises en situation.

Qu'apportez-vous aux participants des comités ?

Nous les informons sur les résultats qualité de la ligne, la ponctualité, les éventuelles suppressions de trains, les évolutions de la fréquentation, ou encore sur les nouveaux matériels financés par la Région, puisqu'une autre forte demande concerne la capacité des trains aux heures de pointe.

TÉMOIGNAGE : LES PARENTS ENCADRENT LE « PEDIBUS »

À l'école à pied, dans la Franchenille



Près de vingt enfants utilisent le Pedibus.

« Même s'ils sont excités de retrouver leurs copains, les enfants apprennent le civisme, dans la « Franchenille », le Pedibus de l'avenue du Châter, à Franchenille. Nathalie Villard a participé à sa mise en place, en 2005. « À six arrêts bien définis, moi-même et d'autres mamans ou papas récupérons des enfants, puis nous les accompagnons à l'école à pied. La mairie nous a fourni des gilets fluos et a installé des panneaux. Mais le plus difficile est de mobiliser suffisamment de parents, certains devant partir vite au travail. Pour ma part, je suis en congé parental et je trouve intéressant que l'on incite les enfants à marcher et que l'on réduise la pollution. On crée des bouchons sur les trottoirs, maintenant ! »

V.V.-L.

UN ATELIER CITOYEN SUR LES TRANSPORTS

Début juillet, la Région a organisé les Assises des transports. Il s'agit de prendre en compte les attentes des usagers, des associations, des autorités organisatrices de transport, etc. Cette consultation se poursuivra au cours du premier semestre 2007, à travers les comités de ligne, des réunions dans les huit départements et d'un « atelier citoyen ». Le schéma sera ensuite soumis à l'assemblée régionale.

Pour participer à l'atelier citoyen « Transports », tél. : 04 72 59 51 21



DE NOUVEAUX SERVICES TER EN DÉCEMBRE

Ce mois-ci, en lien avec les comités de ligne, la Région a amélioré les services des transports express régionaux avec la création de nouveaux trains, de nouvelles mises en service et des arrêts supplémentaires. Douze trains sont ainsi créés dans le cadre du projet REAL ou Réseau express de l'aire urbaine de Lyon, de même qu'un aller et retour quotidien entre Aix-les-Bains et Genève. Les usagers de la ligne Lyon-Ambérieu ont droit à six arrêts supplémentaires. Certaines dessertes, comme Lyon-Valence ou Chambéry-Modane, sont prolongées. Et plusieurs liaisons routières sont renforcées : Annonay-Lyon, Aubenas-Privas-Valence et Le Péage-de-Roussillon-Annonay. → Renseignements pratiques : Allo Ter : 0891 67 68 00 (0,22 €/mn)



Fidèle et rebelle

Habitante et porte-parole des habitants du Mas-du-Taureau, à Vaulx-en-Velin, **Anna Paula da Silva** préside l'association Le Monde Réel, qui gère le centre social. Un véritable cadre d'action politique pour cette militante passionnée.

« **J**e te rappelle, ma sœur ! Je termine une réunion ! » Anna Paula da Silva coupe son portable, rabroue un enfant qui mâche un chewing-gum bruyamment, sourit à tous. La petite salle se vide, dans un joyeux brouhaha. Hommes, femmes, jeunes, vieux, blancs, noirs... se croisent, s'embrassent. Une assiette de gâteaux remplace l'autre. Telle est l'ambiance du Monde Réel, association de gestion du centre social du Mas-du-Taureau, à Vaulx-en-Velin. La chaleur des rapports n'a pas été entamée par le déménagement forcé dans 64 m², en janvier dernier, après le troisième incendie des locaux où l'association s'épanouissait sur 600 m². Il n'a pas non plus entamé la passion d'Anna Paula, la présidente. « Au contraire : depuis, nous sommes passés de

200 familles adhérentes, à 230 ! », raconte-t-elle. Retour en arrière. 1995 : pour « reconquérir » Le Mas-du-Taureau, les partenaires publics de la politique de la ville confient la mission de chef de projet à un professionnel idéaliste, Joachim Rocamora. « Il m'a proposé de participer aux réflexions pour un nouvel équipement de quartier, se souvient Anna Paula. J'ai accepté parce qu'il était très respectueux de ce que voulaient les habitants. Il avait du courage, parce que je n'étais pas simple à aborder ! J'étais – et je suis encore – très révoltée par les choses fixées sans l'avis des gens, par ce qu'on veut parfois me faire dire... » Révoltée, Anna Paula l'est depuis toujours : « À 16 ans, je me suis engagée à la CSF, la Confédération syndicale des familles, dans le but de faire revivre des moments sympas qui étaient deve-



1967

Naissance au Portugal

1976

Arrivée à Vaulx-en-Velin

1983

Premier engagement associatif, au sein de la CSF (Confédération syndicale des familles)

2000

Élection à la présidence du Monde Réel

nus rares. J'ai choisi une action centrée sur le logement car cela touche au quartier. Je ne me serais pas investie dans une association communautaire, parce que je ne me sens d'aucune communauté (NDLR : sa mère est portugaise, son père d'origine guinéenne), même si j'ai souvent été "draguée" par les politiques en tant que femme, en tant que noire, en tant que jeune ou en tant qu'Européenne. J'ai participé à toutes les réunions de tous les dispositifs de politique de la ville ! Mais j'ai compris, après seulement, que j'avais parfois servi d'alibi. » Anna Paula dit toujours ce qu'elle pense. « C'est quelqu'un d'entier, confirme Odile Bobet, une de ses amies, ex-vice-présidente du Monde Réel. Elle a une grande capacité d'analyse et d'expression, sans langue de bois. Elle est très exigeante quant au respect des habitants et veut être fidèle à la responsabilité qu'ils lui ont confiée. Pour elle, c'est un combat de vie. » Malgré ce franc-parler, Anna Paula est reconnue

« Mon rôle est de soutenir les bénévoles, de les valoriser et de leur permettre d'échanger la joie que cette activité procure (...) Jamais je n'aurais rencontré les gens comme ça et eu une telle vision de leur valeur sans Le Monde Réel. »

par les institutionnels aussi. « Elle pratique un militantisme participatif, assure Pascal Antonini, délégué de l'État à Vaulx-en-Velin, c'est-à-dire qu'elle est prête à travailler avec les institutions, même si les points de vue sont naturellement différents. »

De cette collaboration entre habitants, professionnels et institutionnels est né le projet du Monde Réel, qui signifie « Réussite, échange, expérience locale ». Autour de trois axes – réussite pour tous, rencontres entre les cultures et échanges entre personnes –, des activités ont été montées par les adhérents eux-mêmes. C'est toute la spécificité de ce centre social : des habitants bénévoles animent les ateliers (informatique, français, couture, cuisine, gym...), et non des professionnels.

Forte d'une expérience professionnelle de près de dix ans à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et à l'Action catholique des enfants (ACE), Anna Paula a pris à mi-temps, depuis 2005, le poste de coordinatrice de ces bénévoles : « Mon rôle est de les soutenir, de les valoriser et de leur permettre d'échanger la joie que cette activité procure. » Une joie qu'elle partage : « Jamais je n'aurais rencontré les gens comme ça et eu une telle vision de leur valeur sans Le Monde Réel », affirme-t-elle.

De fait, il est bien difficile de trouver autour d'elle des détracteurs, tant cette femme, douce et forte à la fois, est charismatique. « J'ai quand même un défaut, se hâte-t-elle de préciser. Je fonctionne trop à l'humain, à l'affectif. Depuis l'incendie, certains salariés se sentent usés et je ne sais pas agir avec la rigueur d'un employeur. » Elle-même aimerait aujourd'hui céder la présidence « pour que d'autres s'investissent, pour circuler enfin à Vaulx de manière anonyme »... et peut-être pour répondre à d'autres sirènes. Pour faire de la politique ? « Je n'ai pas besoin d'un parti pour exprimer ma révolte ! L'engagement associatif, c'est plus fort ! » martèle Anna Paula da Silva.

Véronique Vigne-Lepage

40 QUARTIERS DE RHÔNE-ALPES SONT CONCERNÉS PAR LE PROGRAMME DE RÉNOVATION URBAINE 2004-2013

2,7 MILLIARDS d'euros de travaux seront réalisés dans ces quartiers, dont près de **210 millions** sont apportés par la Région.

En Rhône-Alpes, **244** quartiers sont en difficulté. **12 %** de la population est touchée par le mal-logement et le mal-emploi.

Un Fonds de soutien à l'initiative citoyenne dans les quartiers a été créé en novembre pour aider au financement de micro-initiatives. En savoir plus : dpt@rhonealpes.fr

REPORTAGE : LES HABITANTS DES HAUTS DE CHAMBÉRY CONSULTÉS SUR LE RENOUVELLEMENT URBAIN

L'avis d'un quartier

Attablé devant un plan du quartier, Michel Benoit fronce un sourcil attentif. Ce père de famille de 47 ans écoute Patricia Letourneux, chargée à la communauté urbaine de Chambéry, de la concertation pour l'opération de renouvellement urbain du quartier de Chambéry-le-Haut. Michel Benoit est inquiet. Il habite dans l'un des immeubles qui risquent d'être démolis et s'intéresse aux programmes d'accès à la propriété. Mais pas seulement. « En tant qu'habitant du quartier, je me sens concerné par l'ensemble de cette opération. Je veux comprendre les projets. Et pouvoir donner mon avis. » Comme près de 200 personnes du quartier (qui en compte au total 14 000), Michel Benoit a rempli le questionnaire de concertation élaboré par Chambéry Métropole portant sur les deux projets de renouvellement urbain qui les concernent. « Le



défi de toute concertation est de réussir à toucher des personnes qui ne donnent pas naturellement leur avis. Parce qu'elles ont d'autres problèmes à gérer dans leur quotidien, ou parce qu'elles pensent que cela ne sert à rien », explique Patricia Letourneux. Chambéry Métropole a donc essayé de multiplier les approches en direction des habitants : un local exposant les projets a été

ouvert dans le quartier, un groupe « démarche participative » a été monté, et les associations ont relayé les informations. Ainsi, la Confédération syndicale des familles (CSF) a travaillé directement avec des groupes de femmes pour leur demander quelles étaient leurs attentes sur le quartier.

A. M.

21 MESURES POUR LES QUARTIERS

Annoncé lors des événements de la fin 2005, un plan pour les quartiers fragilisés de Rhône-Alpes a été adopté en mars 2006. Les élus régionaux ont voté le conditionnement des aides au respect de la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain). Celle-ci oblige les communes de plus de 3 500 habitants à réserver 20 % de leur parc immobilier au logement social. Dans la Région, 28 communes sont concernées. La Motte-Servolex a déjà manifesté sa volonté de se mettre en conformité. Deuxième axe fort de ce plan : la formation et l'emploi, avec la mise en place d'un tutorat étudiant dans les lycées, le renforcement des moyens en faveur des lycées classés en zone d'éducation prioritaire, mais aussi le développement des chantiers d'insertion, la montée en puissance des Contrats d'aide et de retour à l'emploi durable... Enfin, la Région soutiendra les projets culturels, sportifs, la vie associative, et d'une manière plus générale les pratiques citoyennes et solidaires.

→ Plus d'infos sur www.rhonealpes.fr (rubrique aménagement du territoire)

TÉMOIGNAGE : FIL EN FORME, OU LA RÉINSERTION PAR LA COUTURE

Les petites mains de La Duchère



« Notre objectif n'est pas de former des couturières, mais de permettre à des femmes qui n'ont jamais travaillé ou qui se trouvent en

situation d'exclusion, de sortir de l'isolement. En participant à nos ateliers couture, elles montrent qu'elles sont capables d'avoir un projet, d'avoir des horaires, des contraintes. C'est un premier pas avant l'emploi », explique Patricia Manuel, l'une des responsables de Fil en Forme. Implantée dans le quartier de La Duchère (Lyon 9^e), l'association propose des ateliers couture sous forme de CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi) de six à douze mois. Durant cette période, ces femmes travaillent comme couturières vingt heures par semaine dans l'atelier de Fil en Forme qui confectionne, entre autres, des costumes pour les écoles de danse.

A. M.

→ Contact : Tél. : 06 88 89 93 59

« Les aides régionales sont conditionnées à la participation des citoyens »

INTERVIEW



MARIE-ODILE NOVELLI, vice-présidente aux solidarités, à la politique de la ville et au logement

Est-ce seulement une question de moyens financiers ? Il en faut ! Depuis le retrait de l'État, ce sont les communes qui financent le plus. Pour la Région, qui a fortement augmenté sa participation, l'essentiel va à l'investissement, mais un tiers des crédits ira aux projets associatifs ! Nous avons aussi prévu de financer des formations spécialisées pour les bénévoles associatifs et les habitants impliqués dans la vie de leur quartier. Pour acquérir une expertise et des connaissances ou pour mettre en œuvre un projet. Je veux aussi faciliter l'échange d'expériences. Un chèque expertise est d'ailleurs à l'étude, et un guide du porteur de projet est en cours de rédaction. La Région doit faciliter les projets.

Y a-t-il une place pour les citoyens dans les politiques de rénovation urbaine ?

Dans le nouvel accord passé avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), la Région exige par exemple qu'un accord soit trouvé entre le bailleur et les associations de locataires pour le relogement. Les programmes actuels pour lesquels la Région apporte son soutien financier prévoient déjà la participation des habitants. En pratique, elle était plus ou moins appliquée. C'est pourquoi, actuellement, nous travaillons à un cahier des charges très précis qui engagera les bailleurs.

Quelle est la stratégie participative dans la politique de la ville ?

Les élus viennent de voter cette stratégie. Les subventions sont maintenant liées à une démarche de concertation. Nous créons aussi un fonds de soutien à l'initiative citoyenne. Avant, nous n'intervenions qu'en appui de projets présentés par une commune. Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des manques et que la Région passait à côté d'initiatives innovantes, portées par un centre social par exemple ou une régie de quartier ou même un groupe d'habitants. Ce fonds, à destination des micro-initiatives, est l'équivalent dans le secteur économique du micro-crédit.

11 QUARTIERS CLASSÉS AU TITRE DES PRIORITÉS NATIONALES

- Terrailon à Bron ;
- Le Biollay et le quartier des Hauts de Chambéry ;
- Les Vernes et le centre-ville de Givors ;
- Saint-Martin-d'Hères, La Villeneuve et le Village olympique à Grenoble ;
- La Duchère à Lyon ;
- la Ville nouvelle à Rillieux-la-Pape ;
- La Monnaie à Romans ;
- Montreynaud, le quartier Sud-Est et le centre-ville de Saint-Étienne ;
- Le Polygone et Valence-le-Haut ;
- Le Mas-du-Taureau, le Pré-Vert et La Grappinière à Vaulx-en-Velin ;
- Les Minguettes à Vénissieux.

Le Rhône, un fleuve dans tous ses états généraux

Le Rhône est un fleuve fondateur de l'identité régionale : il en compose le nom, il traverse ou borde les huit départements. Riverains, aménageurs, représentants des associations et des collectivités locales ont confronté leur vision de l'avenir du fleuve au cours des États généraux du Rhône en 2005. Plus d'un millier de personnes ont participé aux trois réunions de Seyssel, Givors, La Voulte et à la synthèse à Valence. Les débats ont mis en lumière les principaux enjeux du fleuve et confirmé la nécessité d'un plan global pour le Rhône. Ce plan est aujourd'hui approuvé par l'Europe, l'État et les Régions concernées.



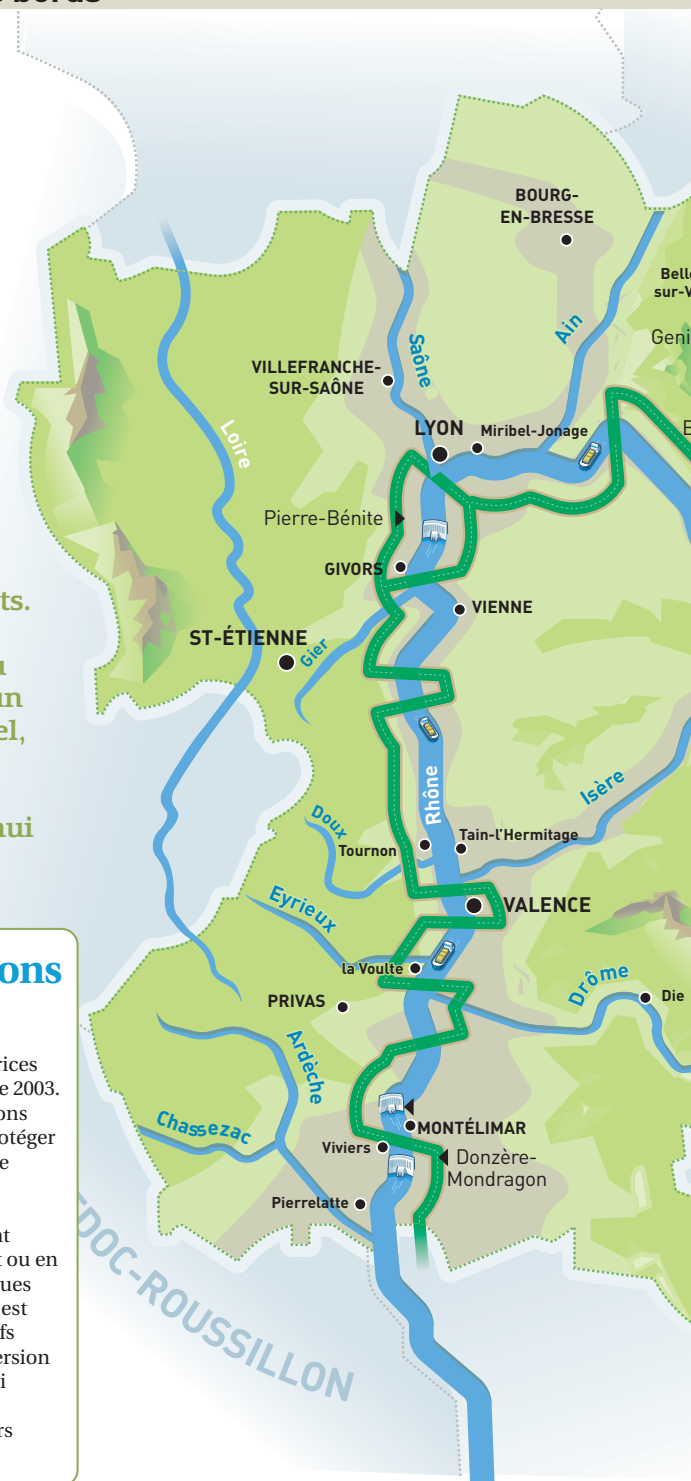
Réduire les inondations

Depuis la catastrophe de 1856, la plus importante de son histoire, le Rhône a connu des épisodes de crues dévastatrices comme celle de 2002 et celle de décembre 2003. Dans le cadre du plan Rhône, des solutions sont désormais mises en œuvre pour protéger les biens et les personnes et pour réduire les risques d'inondation. Comment ? En s'intéressant en priorité aux sinistrés qui s'interrogent sur leur avenir et peinent parfois à obtenir réparation. En recréant ou en améliorant les zones d'expansion des crues et en élargissant le lit du fleuve quand c'est possible, en perfectionnant les dispositifs d'alerte, en réduisant la durée de submersion des terrains. Le plan Rhône prévoit aussi un travail sur la « culture du risque », c'est-à-dire sur la perception des dangers liés au fleuve qui doit être permanente.

Préserver la qualité de l'eau

Avec un débit moyen de 1 800 m³ d'eau à l'embouchure, le Rhône se situe à la 48^e place mondiale, derrière l'Amazone et le Mékong. Torrent alpin, puis fleuve impétueux, il subit des variations saisonnières de débit très complexes. Garantir la qualité de ses eaux reste l'une des préoccupations majeures, tout comme la gestion de la ressource pour l'irrigation. Les projets de restauration des espaces naturels abondent. Parmi eux : Miribel-Jonage, qui représente à la fois la réserve en eau potable de l'agglomération lyonnaise, une zone d'épandage pour les crues, un espace de loisirs respectant la nature et un site à haute qualité environnementale.

www.grand-parc.fr



Le Rhône, ses principaux affluents et barrages



→ En savoir plus :

- www.fleuverhone.com
- www.maisondufleuverhone.org
- www.vigiescrues.ecologie.gouv.fr
- www.cnr.tm.fr
- www.wikipedia.org, puis Rhône.



À vélo, du Léman à la mer



Rouler à bicyclette au bord du fleuve, s'arrêter pour admirer le vignoble, entrer dans l'auberge voisine, puis flâner dans le petit

musée du coin, repartir sur une autre piste, telle est la vocation très touristique et patrimoniale de la Véloroute ou Voie verte qui suivra le tracé du Rhône depuis le lac Léman jusqu'à la mer Méditerranée. Cette piste sera réservée aux « modes doux » et donc interdite aux engins motorisés. En Rhône-Alpes, elle représentera quelque 415 kilomètres. 230 font déjà l'objet de conventions passées avec les collectivités, maîtres d'ouvrage du projet. Les premiers travaux ont démarré et le parcours devrait être en service d'ici quatre à cinq ans. www.dulemanalamer.com

À la reconquête des lînes

Durant cinquante ans, la construction de digues et de barrages a « canalisé » le Rhône, l'a éloigné de ses riverains. Il est temps aujourd'hui de lui rendre une partie de sa liberté, de reconquérir ses lînes, ou bras secondaires, de restaurer ces milieux qui abritent le castor, la poule d'eau, le brochet ou le potamot nageant (plante aquatique). En hiver, les lînes, qui ne gèlent quasiment pas, peuvent accueillir des oiseaux hivernants et devenir, en période de crues, des refuges moins traumatisants pour les espèces vivant dans le cours principal. Les collectivités ont commencé à recréer ces lînes pour les connecter au lit principal, avec l'aide de la CNR, la Compagnie nationale du Rhône, de la Région et de l'Agence de l'eau.



La relance du fret fluvial

Le Rhône n'assure aujourd'hui que 4 % à 5 % du transport des marchandises. Mais ce trafic augmente tous les ans. En 2004, plus de 6 millions de tonnes ont été transportées, soit 7 % de plus que l'année précédente. Selon Voies navigables de France (VNF), le trafic a doublé entre 1994 et 2004. La capacité actuelle pourrait être multipliée par cinq sans modifier le système des écluses, ni le gabarit des ponts. Plutôt que d'ajouter deux voies à l'autoroute A7, le fleuve

apparaît aujourd'hui comme une possibilité écologique de transfert du trafic fret : un convoi de 4 400 tonnes représente 220 camions de 20 tonnes. La CNR, Compagnie nationale du Rhône, vient d'achever la construction d'un deuxième terminal pour les containers au port Édouard-Herriot à Lyon : il pourra en accueillir jusqu'à 100 000 contre 57 000 aujourd'hui. Reste également à former des marinières, à moderniser le parc de bateaux et la voie d'eau.

LE RHÔNE EN CHIFFRES

- Le Rhône prend sa source en Suisse, à **1 753** mètres d'altitude, dans le massif du Saint-Gothard.
- Il fait **812** kilomètres de long, dont **522** km en France et près de **450** km en Rhône-Alpes, **97 800** km² de bassin, dont plus de **90 000** en France.
- Le débit moyen est de l'ordre de **1 800** m³/s à l'embouchure, ce qui le situe à la **48^e** place mondiale derrière l'Amazone, le Mékong ou le Congo, mais à la première place en France.
- **19** barrages, **19** centrales hydroélectriques et **14** écluses à grand gabarit sont installés sur le Rhône.
- La CNR, Compagnie nationale du Rhône, qui a reçu la concession du fleuve, gère ces installations qui produisent en moyenne **16** milliards de kWh par an.
- **1 434 124** personnes habitent dans les **220** communes de Rhône-Alpes qui bordent le fleuve.
- Le Rhône traverse deux parcs naturels régionaux, le Haut-Jura et le Pilat. Un projet de parc est en cours sur les Boucles du Rhône, au nord de l'Isère et sud de l'Ain.





À bonne école

Depuis qu'elle est étudiante, **Audrey Pavat** donne de son temps à des enfants en difficulté scolaire et leur redonne le goût d'apprendre au sein de l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev), à Saint-Étienne.

« **L**e bénévolat, c'est enrichissant. On ne gagne pas d'argent, mais beaucoup plus. Le sourire d'un enfant a plus de valeur que n'importe quelle rémunération. » Audrey Pavat n'a jamais renié l'héritage social et l'esprit de tolérance de sa mère. Elle a toujours eu « envie d'aider les autres ». Comme bénévole des Restos du Cœur dans l'Ain où elle « a découvert ce que c'est de galérer ». Ou comme « dame de compagnie » d'une handicapée mentale de 34 ans, dont elle s'occupait pour permettre à ses parents de « souffler un peu ».

d'Emmaüs. N'ayant pas décroché le sésame convoité, elle s'est tournée vers une licence professionnelle en intervention sociale, option assistante de développement de réseau local, qui correspond davantage à sa conception du travail social. « Au fil de mes études, je me suis rendu compte que le métier d'assistante sociale n'était pas fait pour moi, qu'il y avait trop de paperasse », indique Audrey, qui préfère son job actuel de chargée de développement local à l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev).

Audrey a découvert l'Afev à la fac par un tract. Cette association d'éducation populaire a été créée en 1991 par trois étudiants parisiens pour lutter contre les inégalités et agir dans les quartiers. Elle repose sur des étudiants bénévoles qui s'engagent à donner deux heures par semaine à des actions d'accompagnement à la scolarité, d'insertion sociale et professionnelle, de

promotion de la santé. La première année, Audrey a accompagné un collégien de quatorze ans en situation de décrochage scolaire. « Sa maman ne parlait pas français, son papa avait des difficultés à s'exprimer. J'ai essayé de lui redonner goût à apprendre en l'aidant à faire ses devoirs de maths, en jouant avec lui... Comme il adorait les animaux, on a fait des recherches à la bibliothèque et on a ramené des livres qui lui plaisaient chez lui », raconte Audrey, toujours très attentive aux demandes de l'enfant, à ses centres d'intérêt. Elle intervenait avec une autre bénévole dans cette famille de trois enfants qui arrivait de Bosnie, où elles étaient accueillies comme des reines.

En août 2006, Audrey Pavat a été recrutée à plein-temps par l'Afev pour remplacer la permanente stéphanoise pendant son congé

« Nous voulons casser les stéréotypes et montrer que les jeunes ne sont pas individualistes, égoïstes, qu'ils peuvent être actifs dans leur ville et dans leur citoyenneté. »

maternité. À ce poste, elle coordonne la centaine de bénévoles qui interviennent dans les quartiers. Elle est en contact avec les assistantes sociales qui repèrent les familles et les enfants en difficulté. Après la rentrée universitaire, elle a fait la tournée des résidences universitaires, des amphithéâtres, a posé des affiches, distribué des tracts sur les campus. Elle a organisé des réunions dans les écoles avec les profs, les parents et les étudiants pour que les bénévoles connaissent bien les enseignants référents et aient un premier contact avec les familles. « Quand certains parents ne souhaitent pas qu'on vienne chez eux, on recherche d'autres lieux, chez un copain par exemple, un lieu où l'on peut rencontrer les enfants. »

Avec des élèves volontaires de l'Institut de formation en soins infirmiers de Saint-Chamond et le centre social de Fonsala, elle a mis en place, à la demande de jeunes du quartier, des séances d'apprentissage des gestes de premiers secours, avec le concours de pompiers. Au mois de novembre, les enfants ont fait visiter leur quartier aux étudiants bénévoles pour qu'ils découvrent leur environnement quotidien. Des appareils jetables leur avaient été distribués pour le photographe. Des photos qu'Audrey aimerait bien voir exposer en mairie. Toujours dans un esprit citoyen, l'Afev organisera en janvier une animation pour inciter les jeunes à aller voter aux élections présidentielles et législatives.

L'essentiel pour l'Afev est de développer la solidarité entre les étudiants et les jeunes des quartiers défavorisés. « Agir pour être utile », comme le clame le slogan de l'association. « Nous voulons casser les stéréotypes et montrer que les jeunes ne sont pas individualistes, égoïstes, qu'ils peuvent être actifs dans leur ville et dans leur citoyenneté. À l'heure actuelle, ça me paraît plus qu'important », témoigne Audrey Pavat, qui a pris conscience de l'urgence de s'engager après le premier tour des élections présidentielles de 2002.



1981

Naissance à Lyon

2000

Obtention du baccalauréat

2000-2002

Études de sociologie

à Saint-Étienne

2003-2005

Bénévole à l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) et aux Restos du Cœur dans l'Ain

2006

Chargée de développement local à l'Afev Saint-Étienne

Vincent Charbonnier

→ www.afev.org

LA RÉGION VEUT ASSOCIER LES JEUNES DE 16 À 25 ANS AUX DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT

En Rhône-Alpes, 1 habitant sur 4 a moins de 20 ans. 760 000 Rhônalpins ont entre 16 et 25 ans.

212 000 sont lycéens,
216 000 sont étudiants,
36 000 sont apprentis.

PROCHAINES RENCONTRES JEUNESSE en 2007 à Saint-Étienne, Grenoble et Chambéry : toutes les informations pratiques sur www.rhonealpes.fr

REPORTAGE : À FLEURIEUX, DES JEUNES RÉALISENT UNE FRESQUE

Une gare bien graffée

La gare de Fleurieux-sur-l'Arbresle (Rhône) est constituée des voies TER et d'un ensemble de passages souterrains permettant d'y accéder. Il y a encore un an, les voyageurs traversaient d'un pas pressé ce lieu peu avenant, sombre et tagué. Aujourd'hui, même les habitués ralentissent l'allure pour jeter un coup d'œil sur *Le Voyage au travers du temps* que racontent désormais ses 500 m² de murs.

Aux dernières vacances pascales, la SNCF, qui avait remarqué le travail réalisé par l'association Planète Jeunes dans un parking voisin, lui a confié le soin de monter un chantier du même ordre. Objectif : métamorphoser la gare à l'aide de graffs, autorisés cette fois. « Tout le monde a apporté sa contribution », explique Françoise Mourlevat, de la fondation Solidarité de la SNCF. Nous avons payé les bombes de peinture et rémunéré Géraud, le graffeur qui a initié les jeunes et travaillé à leurs côtés,



Auréli, Charlène et Kévin, trois des jeunes graffeurs de la gare.

la mairie subventionne l'association, et les jeunes ont payé le stage de graff préalable au chantier.

Au total, celui-ci s'est étalé sur un mois, encadré par les animateurs de l'association. « Nous avons même réussi à impliquer des 6-10 ans le mercredi matin, explique Emmanuel Jacquot,

animateur, ainsi que des tagueurs des environs, moins "officiels". » Depuis, la vaste fresque, inaugurée à l'occasion des Journées du patrimoine, n'a subi aucune dégradation et suscite régulièrement l'admiration des passants.

C. F.

TÉMOIGNAGE : LES PARENTS S'IMMISCENT DANS L'ÉCOLE

« Les parents ont leur mot à dire... »



Jean-Pierre Frencl, président de la FCPE du département de l'Ain

« Je suis entré à la FCPE en inscrivant ma fille à l'école maternelle de Meximieux en 1992. Depuis, mon engage-

ment a suivi la scolarité de mes deux enfants, du primaire au lycée. Petit à petit, j'ai également pris des responsabilités dans mon organisation pour atteindre l'échelon départemental. Il est essentiel que les parents d'élèves soient représentés dans toutes les instances scolaires. Pour informer les autres parents, mais aussi pour travailler avec les enseignants et les collectivités territoriales. C'est important de savoir comment les financements sont décidés. Et les parents délégués ont vraiment leur mot à dire sur de nombreux sujets cruciaux, comme la démographie ou l'implantation des écoles, les transports scolaires ou l'intégration des élèves handicapés. »

F. R.

PRÉPARER LES LYCÉENS À LEURS FUTURES RESPONSABILITÉS

« Demain en mains » est un dispositif créé par la Région pour financer des projets pédagogiques au sein des établissements scolaires. Au menu, la prévention de l'échec scolaire ; l'éducation à la citoyenneté, à la santé, à la responsabilité et à la solidarité ; l'éducation à l'environnement et au développement durable ; l'ouverture européenne et internationale ; la sensibilisation à la culture et au sport.

→ Contacts :
Béatrice Raoux au 04 72 59 49 94
Pascal Ollot au 04 72 59 48 25

« Une avance pour que les projets démarrent »

INTERVIEW



KATIA PHILIPPE, conseillère déléguée à la jeunesse

mis en place un système d'avance pour que l'action puisse démarrer.

Pourquoi une charte de lutte contre les discriminations ?

Je suis très attachée à la réalisation d'un document écrit qui a une valeur symbolique. Par sa rédaction, je veux fédérer tous ceux qui interviennent sur la question de la discrimination et instaurer une dynamique en impliquant les jeunes. La charte doit informer les jeunes de leurs droits, et aussi de la manière de les mettre en œuvre dans tous les domaines : logement, emploi, stages, handicap, parité... La charte sera aussi une référence pour tous les partenaires de la Région. Et pour obtenir une aide régionale, il faudra qu'ils s'engagent à la respecter.

Quels enseignements tirez-vous des rencontres de la jeunesse ?

Je suis en prise directe avec les difficultés, les besoins, mais aussi les envies des 16-25 ans. Ils abordent toujours des sujets très différents. Ils ont besoin d'être informés dans tous les domaines : formation, santé, logement, transport. Mon action consiste surtout à créer une dynamique, en fédérant et en valorisant l'existant. Je ne veux pas rajouter une couche régionale. Nous travaillons avec de très nombreux partenaires : les associations, les MJC, les centres sociaux, les missions locales,

les conseils départementaux de la jeunesse...

Quelle est la spécificité de l'aide à projets jeunesse ?

C'est un outil parmi d'autres pour rapprocher les jeunes de l'institution. Notre soutien est une reconnaissance de l'esprit d'initiative et de l'investissement de jeunes, surtout pour ceux qui traversent des difficultés : parce qu'ils n'ont pas d'emploi, sont sortis du système scolaire... Notre intervention doit être souple : nous ne demandons pas que leur association ait deux ans d'existence, ça n'aurait pas de sens pour un jeune de 18 ans. Nous avons



LA RÉGION AIDE DES ACTIONS MONTÉES PAR LES JEUNES

Quatre adolescents originaires de l'Ain sont partis cet été pour un voyage humanitaire sur l'île de Madagascar. Parcourant plus de 2 500 km à VTT, ils ont distribué des fournitures scolaires aux jeunes Malgaches au fil de 55 étapes. Pour mener à bien cette aventure sportive et humanitaire, avant leur départ, ils avaient organisé une vente de produits artisanaux malgaches, ainsi que des collectes de fournitures scolaires dans le département. Ils ont également bénéficié du soutien financier de la Région grâce à une « aide au projet citoyen des jeunes ». Cette aide est conditionnée à l'appréciation d'un comité de sélection composé de jeunes, de membres d'associations, de conseillers régionaux et de professionnels représentatifs.

→ Plus d'information sur www.rhonealpes.fr, rubrique Espace jeunes



« J'avais envie que mon travail s'inscrive dans un environnement social [...] Je travaille énormément sur le contact entre les gens avec des gestes simples comme se donner la main, être dos à dos... »

Des corps de rue

Pierre Deloche, chorégraphe, sort la danse contemporaine des salles de spectacle pour lui donner corps dans la ville. Ou comment la danse permet d'impliquer les habitants dans la cité.

Et si la danse était un moyen de se parler ! De se faire entendre. Ou même, de mieux comprendre sa ville. Pierre Deloche y croit. Depuis plusieurs années, ce chorégraphe contemporain installé à la Maison Ravier, dans le 7^e arrondissement de Lyon, travaille sur le rapport complexe qu'entretiennent les gens avec l'espace public. Sur le lien entre corps et ville. Depuis 1997, il met en scène des *Créations civiles*, chorégraphies auxquelles participent des danseurs professionnels et des habitants. Il a choisi comme scène la place des Terreaux, face à l'hôtel de ville de Lyon. Parce que c'est un lieu de rassemblement et de passage. « *Un lieu poreux, temporel et intemporel* », selon ses termes. La prochaine création, *Océan Cité*, se déroulera naturellement sur cette même place, en juin 2007. Mais on la retrouvera aussi sur les places de Cracovie et de Londres. « *Aujourd'hui, ce concept trouve une réelle résonance. Mais, pour moi, c'est le résultat d'une profonde remise en cause de mon rapport à la danse* », explique Pierre Deloche. Pour lui, il y a clairement un avant et un après *Créations civiles*. Avant, c'est le parcours à la fois brillant et conventionnel d'un chorégraphe contemporain. Formé à New York aux côtés de Merce Cunningham, Pierre Deloche est venu s'installer à Lyon au début des années 1980. Pendant près de quinze ans, la compagnie ne s'ar-

rête pas. Deloche signe dix-sept créations qui tourneront en France et à l'étranger. « *Ça marchait plutôt bien, mais il me manquait quelque chose*. » Pierre Deloche traverse alors ce qu'il appelle sa « crise existentielle », celle de la quarantaine. Il remet en cause la logique d'enfermement d'un système où il faut toujours produire, vendre, tourner... Il a envie de s'ouvrir sur le monde extérieur. C'est ainsi qu'il commence en 1997 à travailler sur les *Créations civiles*. Et c'est là que débute « l'après ». « *J'avais envie que mon travail s'inscrive dans un environnement social*. » Le chorégraphe commence par emmener ses propres danseurs dans la rue. Puis il se dit qu'il faut impliquer les habitants, les passants. Participent aujourd'hui aux *Créations civiles* des étudiants, des retraités, des chômeurs, des cadres, des employés... « *On n'est pas un corps de ballet. Ce n'est pas grave si on ne lève pas la jambe tous en même temps* ». Deloche se défend de faire « dans le socio-cu », mot qu'il déteste. « *Ce n'est pas parce qu'on travaille avec des amateurs qu'il faut dévaluer son art, au contraire* », insiste-il. Pour sa dernière création en 2006, *Des Corps et des Villes*, Pierre Deloche a réussi l'improbable communion de danseurs hip-hop et de musiciens militaires. Les uns en jogging, les autres en uniforme, réunis place des Terreaux le temps d'un spectacle. À l'issue de la création, l'adjudant chef dirigeant



1984

Installation à Lyon à la Maison Ravier (7^e)

1997

Première *Création Civile*, place des Terreaux

2002

Travail de concertation avec les Robins des Villes

2007

Les *Créations Civiles* s'exportent à Cracovie et Londres

la fanfare militaire racontait que cette expérience lui avait permis de montrer que les militaires étaient aussi citoyens, habitants de la cité. Laurence Luminet, une de ses anciennes danseuses, décrit Pierre Deloche comme un chorégraphe « à part ». « *Souvent, explique-t-elle, c'est à l'interprète de s'adapter au chorégraphe. Lui, au contraire, essaie de proposer des formes dans lesquelles les gens se reconnaissent*. » En 2002, son travail a suscité l'intérêt de l'association Robins des Villes, qui l'a sollicité pour accompagner des projets de concertation urbaine avec des habitants. Pierre Deloche a collaboré au projet de réouverture de l'ancienne ligne de chemin de fer de l'Est lyonnais (qui deviendra le tracé du tramway Léa). « *Comme pour les Créations civiles, j'ai cherché à interpeller les gens sur leur lieu de vie grâce à l'expression corporelle* », explique-t-il. Accompagnant une historienne-urbaniste dans les différents quartiers traversés par la ligne de l'Est, il a demandé aux habitants de raconter par leurs corps des bouts de vie, ou d'histoires de leur quartier. « *Je travaille énormément sur le contact entre les gens avec des gestes simples comme se donner la main, être dos à dos... Ce n'est rien, et en même temps potentiellement très déstabilisant*. » Le chorégraphe reconnaît que ce type d'approche ne touche qu'une petite partie de la population. « *Il y a ceux qui ne comprennent pas, ou qui ne réagissent pas, ceux qui sont gênés par leur propre corps...* » Et puis il y a les autres. Ceux qui ne se seraient peut-être pas intéressés au projet si la concertation s'était limitée à un questionnaire à remplir ou une réunion publique. Pour tous ceux-là, la danse, selon Deloche, a été effectivement un moyen de se parler, de se faire entendre et de comprendre sa ville.

Anne Marin

→ www.deloche-danse.com

800 PROFESSIONNELS ONT PARTICIPÉ AUX RENCONTRES DU SPECTACLE VIVANT EN RHÔNE-ALPES

Le budget régional 2006 de la culture s'élève à **51,5 M€**, contre **39 M€** en 2004. **4,5 M€** sont attribués aux équipes artistiques. **6** nouvelles scènes ont été conventionnées et **32** ont vu leur dotation augmenter.

1 000 lieux de spectacle, **1 000** compagnies, **1** opéra, **400** festivals, **5** centres dramatiques nationaux, **32** scènes régionales, **2** centres chorégraphiques nationaux, **11** conservatoires nationaux de région, **3** orchestres et... **13** millions de spectateurs.

INITIATIVE : APPRENTIS AUTEURS AU THÉÂTRE 145, À GRENoble

Des spectateurs passent à l'action



« Entrée des artistes. Combien sont passés, combien sont encore vivants, d'où revenaient-ils avant d'entrer ? » « De loin, l'acteur est un point lumineux dans le noir. J'ai mal aux yeux. De près, il remplit tout l'espace, il me dévore. » « Ce soir-là, j'avais pris Babette, Claude et Gilbert dans ma voiture.

J'étais content : un peu comme si j'avais organisé une petite excursion. » Les auteurs de ces souvenirs et impressions, exprimés lors d'ateliers d'écriture, sont les membres du collectif de spectateurs, créé à l'initiative du Théâtre 145, à Grenoble. Avant de clore cette expérience de trois ans, ces quelque cinquante hommes et femmes de tous âges, tous milieux et tous quartiers de l'agglomération ont tenu à éditer un recueil de ces écrits. Histoire de

garder une trace de cette aventure collective : « Par curiosité, raconte Martine, j'avais répondu à l'invitation de l'affiche, qui proposait d'aller voir des spectacles à plusieurs, de visiter des salles, de rencontrer les metteurs en scène. Cela donne vraiment des clés de lecture. » Quant à Élodie et Sandrine, elles avouent être venues aussi pour « rencontrer du monde ». Élisabeth, qui participe déjà activement à la vie de sa commune, a ici « vraiment pris conscience de ce qu'est être acteur de sa vie ». À force de sillonner les salles et de s'ouvrir à tous les styles, les membres du collectif ont aiguisé leur esprit critique. Passionnée, Sandrine a lancé un groupe autonome poursuivant l'expérience. N'avait-elle pas écrit et même dit sur scène : « Il y a sûrement quelque chose à faire » ?

V.V.-L.

→ Contact : Samuelle Longchamp : 04 76 49 53 39

TÉMOIGNAGE : LES TRIBULATIONS D'UN ROMAN

Lectures partagées



Vincent, passeur de livre

« J'ai entendu parler du Passe-Livre dans la presse, raconte Vincent Karle, Grenoblois de 30 ans. L'idée m'a paru si sympathique que j'ai « libéré » dans un square un livre de Paul Auster qui m'avait profondément marqué, avec un petit mot à l'intérieur. Inscrit sur le site www.passe-livre.com, je colle sur mes bouquins les étiquettes portant cette adresse et un code attribué à chaque ouvrage afin de pouvoir suivre son chemin. J'en donne et j'en trouve, avec de belles découvertes, sur des « Totems », présentoires déposés dans la ville à cet effet. Le passeur peut aussi choisir un lieu plus libre, tel un café, un cinéma. Grâce au site, on peut voir que certains livres ont beaucoup voyagé et même traversé l'océan ! De jolies histoires... »

C.P.

→ www.passe-livre.com

« Des moyens importants pour le spectacle vivant »

INTERVIEW



BERNADETTE LACLAIS,
vice-présidente
à la culture

Sur quoi ont débouché les rencontres du spectacle vivant ?

Le 18 octobre, un an après les Rencontres pour le spectacle vivant qui ont réuni plus de 800 personnes dans quatre villes de Rhône-Alpes, nous avons présenté aux professionnels du secteur un premier bilan d'action. Des moyens importants ont été alloués au spectacle vivant, dans les champs de compétence de la Région qui sont l'emploi et la formation, l'aménagement du territoire, le soutien à la création et l'insertion professionnelle des jeunes artistes.

Le très attendu contrat d'objectifs emploi-formation a été élaboré avec l'ensemble des partenaires, pour

une prochaine signature. En termes d'aide à la création et d'aménagement du territoire, la Région a renforcé son soutien aux scènes régionales, en leur donnant des moyens et en labellisant d'autres lieux pour mieux couvrir le territoire. Le soutien aux grandes institutions régionales a été revu, et un fonds pour l'innovation artistique et culturelle (le Fiacre - voir encadré) a été créé, qui permet de soutenir la médiation culturelle et la mobilité internationale des compagnies de Rhône-Alpes.

Qu'a apporté cette concertation en termes de démocratie participative ?
La démocratie participative est

un complément à la démocratie représentative. Il revient aux élus de fixer les règles du jeu, de clarifier les objectifs et de savoir les faire partager. Les concertations permettant de valider les priorités et de débattre sur les modalités de mise en œuvre des dispositifs proposés ayant été construites sur ces bases, elles furent forcément très enrichissantes. À l'heure du premier bilan, les professionnels ont apprécié le processus d'élaboration de la politique régionale. Certes, le débat sur l'intermittence n'est pas réglé, loin s'en faut, mais la Région Rhône-Alpes, dans les compétences qui sont les siennes, contribue à l'accompagnement des artistes et des professionnels de la culture, grâce au dialogue qui s'est instauré.



LA FORMATION DES ARTISTES, TECHNICIENS ET ADMINISTRATIFS

Mettre en place des formations adaptées aux besoins des artistes, des techniciens et des administratifs, tel est l'objet du contrat emploi-formation signé cette fin d'année par la Région et les représentants du spectacle vivant et de l'audio-visuel. Exemples des besoins à prendre en compte : la reconversion des danseurs après 50 ans, la formation continue pour les techniciens ou les administrateurs, mais aussi la formation initiale.

La Région a également amplifié un contrat d'objectifs « insertion professionnelle » : il s'agit de transmettre les acquis en confiant à des équipes confirmées l'apprentissage des jeunes, comme dans le compagnonnage.

→ En savoir plus : www.rhonealpes.fr, rubrique Qualité de vie

UN FONDS POUR L'INNOVATION ARTISTIQUE
Il a vu le jour début 2006 : le Fiacre (Fonds pour l'innovation artistique et culturelle en Rhône-Alpes) est ouvert à tous les projets interdisciplinaires et a pour objet de favoriser l'émergence de nouveaux rapports entre les artistes et le public, entre la scène et le territoire, entre les professionnels et les amateurs. Il ne soutient pas un fonctionnement permanent, mais des projets qui peuvent durer deux à trois ans. En 2006, 91 projets ont été soutenus au titre de la médiation culturelle et 32 au titre des échanges culturels internationaux.

→ Contact : direction de la culture, tél. : 04 72 59 43 46

Depuis plus de vingt ans, pierre après pierre, Habitat et Humanisme construit la mixité sociale. Cette association lyonnaise, devenue Fédération nationale, sollicite l'épargne solidaire pour loger les plus démunis.

DANS CENT ANS, je suis persuadé que l'on apparaîtra comme des barbares : une société dominée par le fric, avec plein de gens au bord du chemin... Une société qui a perdu du sens : le mal-logement en est une des traces. » C'est sur cette révolte que Bernard Devert fonde en 1985 l'association Habitat et Humanisme. À l'époque, pourtant, ce jeune Lyonnais pourrait se contenter de faire prospérer sa société de promotion immobilière créée quelque temps auparavant. Mais ces années passées à bâtir des logements lui font toucher du doigt la détresse des laissés-pour-compte et la nécessité d'y répondre. Il vend alors son entreprise et crée l'association qui lui permettra de mener à bien son projet, deux ans avant de se faire ordonner prêtre à quarante ans. Les deux ne sont pas incompatibles pour cet adepte de la théorie de la réconciliation : il n'a de cesse, au sein d'Habitat et Humanisme, de rapprocher l'économique et le social, ceux qui ont un toit et ceux qui n'en ont pas. « L'association poursuit trois objectifs, résume Alix Guibert, ex-bénévole aujourd'hui salariée : créer des logements dans les quartiers équilibrés pour ceux qui ne peuvent pas prétendre au parc HLM, accompagner ces familles et financer cette démarche par l'épargne solidaire. » Habitat et Humanisme monte de petites opé-



La famille Guerni et ses sept enfants logés dans l'ancien Évêché d'Annecy réhabilité par Habitat et Humanisme.

Habitat et Humanisme

L'immobilier solidaire



rations, avec une constante : la mixité. Elle ouvre les portes des beaux quartiers aux plus démunis, fait cohabiter étudiants et personnes âgées, bien-portants et personnes handicapées... L'accompagnement est l'autre point fort de l'association : « Il s'agit de permettre à chacun de bien s'insérer dans son logement, dans son immeuble, mais aussi dans son quartier, explique Daniel Depraz, responsable de l'accompagnement en Haute-Savoie. Un béné-

vole suit une famille et l'aide à atteindre des objectifs précis : recherche d'emploi, alphabétisation, scolarisation, gestion du budget. » Pour construire chaque projet, « Habitat et Humanisme a besoin de fondations, c'est-à-dire de fonds propres. Cela suppose une vraie ingénierie financière », note Bernard Devert. En 1988, il crée une SCI (Société civile immobilière) qui devient plus tard La Foncière d'Habitat et Humanisme. « Avec les banques, explique Alix Guibert,

responsable de l'épargne solidaire, nous avons conçu différents produits – livret, assurance vie, fonds commun de placement – dont une partie des revenus finance les opérations ». Convaincre les épargnants n'a pas toujours été facile. Alix Guibert se souvient de la méfiance que suscitait, il y a quinze ans, Bernard Devert, « issu de l'immobilier, curé qui plus est, et qui vous demandait vos économies pour loger des Arabes en centre-ville ! » Mais, précise la militante,

UNE ORGANISATION SOLIDE

Habitat et Humanisme, c'est aujourd'hui : une Fédération, dont le siège est à Caluire (Rhône), 42 associations dans toute la France, une société en commandite par actions, « La Foncière d'Habitat et Humanisme » qui achète et réhabilite les logements, sept agences immobilières à vocation sociale (AIVS), et une société de financement de logements d'insertion, HH Développement.

PRÈS DE 7 000 FAMILLES LOGÉES

Depuis sa naissance en 1985, Habitat et Humanisme a créé 1 155 logements et en gère 2 722. Elle a donné un toit à 6 993 familles, soit 20 000 personnes.

SOUSCRIPTIONS EN HAUSSE

En 2005, 1 045 nouveaux souscripteurs ont rejoint Habitat et Humanisme. Une tendance qui se confirme en 2006 et s'explique, selon Alix Guibert, « par le fait que nos produits sont sécurisés et servent à financer des projets concrets ». En Rhône-Alpes, la Fédération compte sur le développement de cette épargne solidaire pour loger près de 300 familles supplémentaires en 2007.



Bernard Devert sur le chantier du 35, rue Cavenne (Lyon 7e). Une opération qui lui tient à cœur. Fin 2007 ouvriront ici 52 logements où se côtoieront jeunes femmes ayant tout juste accouché, personnes âgées et étudiants de professions sanitaires et sociales.



“Il y a deux types d'hommes, ceux qui creusent des fossés et ceux qui jettent des passerelles.”

BERNARD DEVERT, FONDATEUR D'HABITAT ET HUMANISME

« il a le grand talent de faire se lever les gens, de pousser toujours plus loin les limites ».

Lyon est le premier champ d'intervention de l'association. À la Croix-Rousse, la Cour des Voraces, haut lieu de la Révolte des Canuts, immeuble surpeuplé et insalubre, est réhabilitée en 1991 et louée à des familles populaires. D'autres opérations suivent, dans toute la France, notamment à Paris où les besoins sont énormes. Souvent avec audace. En 2000, au cœur d'Annecy, ville la plus chère de la région, la Foncière crée, dans l'ancien Évêché, douze logements, dont cinq en prêt locatif aidé d'insertion. Autre invention : les pensions de famille avec pièces communes et maîtresse de maison. « *La formule, expérimentée à Saint-Genis-Laval, connaît un vif succès et la reconnaissance du gouvernement* », souligne Hubert Quenette, président d'Habitat et Humanisme Rhône. En 1993, pour regrouper les associations (42 à ce jour), une fédération voit le jour. Elle compte une centaine de salariés dont beaucoup sont issus de grandes écoles, et quelque 1 500 bénévoles. « *Tous sont motivés par l'envie de travailler autrement*, selon Bernard Devert. Car, pour moi, il y a deux types d'hommes, ceux qui creusent des fossés et ceux qui jettent des passerelles. »



Dans le bâtiment qui abrite le siège de sa Fédération, à Caluire, Habitat et Humanisme a installé huit logements, dont celui de la famille Benachour, ici en compagnie d'Alix Guibert (à droite), responsable de l'épargne solidaire.

1985

Bernard Devert crée Habitat et Humanisme à Lyon

1991

Début de la réhabilitation de la Cour des Voraces (Lyon-La Croix-Rousse), opération emblématique de l'association

1992

Création des premières associations décentralisées : Habitat et Humanisme Alpes-Maritimes, Île-de-France, Loire et Lorraine

1993

Création de la Fédération Habitat et Humanisme

2005

Habitat et Humanisme fête ses vingt ans à la Cour des Voraces

Témoignages

La pension de famille Dumas-de-Loire (Lyon 9^e) accueille 28 pensionnaires depuis deux ans. Parmi eux, Estelle. À 37 ans, elle commence à « reconstituer un tissu social perdu à cause de la maladie ». Après l'hôpital psychiatrique, la pension est pour elle « un tremplin », un « lieu de solidarité ». En attente d'une allocation adulte handicapé, sa voisine, Carène, est maman d'une petite fille de trois ans placée en famille d'accueil : « Je peux la recevoir dans mon T1 bis bien plus facilement qu'avant dans ma chambre de 14 m² en foyer de jeunes travailleurs. » Quant à Eddie, 29 ans, qui occupe un studio depuis l'ouverture, il « rencontre ici des gens intéressants, de tous horizons ». Il a trouvé, il y a peu, un travail à temps partiel.

Chantal Féminier

➔ Plus d'infos : www.habitat-humanisme.org,
tél. : 04 72 27 42 58.

Les groupes politiques du Conseil régional

PARTI SOCIALISTE ET DIVERS GAUCHE

(PS-DVG et apparentés)
Président :
Christian Avocat
• 51 élus

UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE

(UMP-RA et apparentés)
Président :
Hervé Gaymard
• 28 élus

LES VERTS

Président :
Gérard Leras
• 22 élus

FRONT NATIONAL (FN)

Président :
Bruno Gollnisch
• 18 élus

UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

(UDF)
Président :
Thierry Cornillet
• 17 élus

PARTI COMMUNISTE ET RÉPUBLICAINS

(PC)
Président :
Jean-Michel Bochaton
• 14 élus

PARTI RADICAL DE GAUCHE

(PRG)
Président :
André Friedenberg
• 6 élus

PS - Parti socialiste, divers gauche et apparentés

L'exigence démocratique, fer de lance de nos politiques nouvelles

La démocratie, écrivait Pierre Mendès France « *est toujours menacée par ses adversaires, sans aucun doute, mais bien plus encore par la négligence ou l'inertie des citoyens* ».

Les adversaires de la démocratie seront toujours là et sous des visages divers continueront de la mettre en cause. Quant aux citoyens, ils posent aujourd'hui à tous les responsables politiques la question de leur place et de leur rôle dans notre démocratie. Question à la fois simple et complexe.

Simple car la démocratie commence par la participation de tous les citoyens aux élections qui rythment le fonctionnement de nos institutions, à tous les niveaux de représentation. Le suffrage est universel et la première participation de tout citoyen est de s'inscrire sur les listes électorales et de faire valoir ses choix par son vote. La capacité d'évaluation, d'approbation ou de sanction de l'action conduite par les élus existe à travers le vote qui reconduit ou non les candidats ou les partis au pouvoir, selon le rythme voulu par nos institutions. La participation au vote est ainsi la première réponse que la démocratie peut

apporter à celles et ceux qui expriment en ce moment même, dans notre société, une exigence de démocratie plus vivante. Rappeler cette évidence ne paraît pas aujourd'hui inutile. Le socle de la démocratie est bien là.

Complexe car au-delà du bulletin placé dans l'urne se posent aujourd'hui tous les problèmes de la participation des citoyens à la préparation des choix politiques et de gestion qui les concernent. Le même Pierre Mendès France notait déjà, dans « la République moderne », qu'il fallait trouver le chemin pour associer au domaine de la décision politique les représentants de la vie économique et sociale, en particulier syndicale, les associations professionnelles, coopératives, culturelles, environnementales... La démocratie consultative répond partiellement à cette exigence. Elle est vivante à travers les conseils économiques et sociaux dont les avis expriment le point de vue des forces vives qui les constituent. Et puis, il y a à explorer les chemins de la démocratie participative, celle qui traduit les attentes, les espérances des citoyens. Certains s'organisent pour faire valoir une expérience de terrain,

des propositions fondées sur la connaissance particulière d'un sujet sur lequel les élus ont besoin d'être mieux informés. C'est l'esprit des Conseils locaux de développement. C'est l'intention des Comités de ligne par lesquels remontent du terrain les problèmes concrets rencontrés par les usagers des TER. C'est l'objectif des Instances territoriales participatives qui ont à s'appuyer sur la connaissance des territoires pour rendre plus proche des besoins l'offre de formation sur laquelle la Région a reçu compétence.

Ainsi les citoyens rhônalpins sont-ils associés plus qu'ils ne l'ont jamais été aux politiques nouvelles et emblématiques de notre Région : le transport avec tous ses enjeux économiques, sociaux, environnementaux, la formation et le développement territorial, outils d'égalité des chances et d'équilibre entre les territoires. Les élus du groupe socialiste ont voulu ces formes de démocratie participative. Ils souhaitent les expérimenter avec toute la rigueur nécessaire dans le respect des rôles de chacun.

www.apara.fr

UMP - Union pour un mouvement populaire

Les chausse-trapes de la démocratie participative

La démocratie participative peut être considérée comme un complément à la démocratie représentative sur le chemin d'une concertation plus riche entre citoyens et élus. Cependant, ses faiblesses de fond, ajoutées à une difficulté indéniable de mise en œuvre, doivent nous convaincre que la désirer est une chose, mais la mettre en place et en retirer tous les fruits attendus en est une autre... On peut s'interroger sur la valeur à accorder aux avis de citoyens retenus dans le panel qui sont amenés à se prononcer sur des dossiers d'une grande complexité.

La République où nous vivons fonctionne sur le principe de la démocratie représentative.

La politique de démocratie participative est à juste titre vive-

ment critiquée. Ségolène Royal a proposé de faire évaluer l'ensemble des politiques publiques par des jurys de citoyens. Ces jurys de citoyens tirés au sort permettraient d'instaurer « *une surveillance sur la façon dont les élus remplissent leur mandat* ». Ils fonctionneraient « *à partir d'un certain nombre d'indicateurs que l'on pourrait démocratiquement mettre en place* », voilà se que propose la candidate socialiste sur le conseil de son ami Jean-Jack Queyranne, président de notre Région.

C'est même leur ami, le secrétaire général de l'Association des maires de France, André Laignel (PS), a estimé, quant à lui, que la proposition de Ségolène Royal de créer « *des jurys de citoyens* » se situait « *dans la veine de l'anti-*

parlementarisme le plus sommaire ».

C'est un recul de la démocratie. C'est une proposition démagogique et populiste.

Jean-Jack Queyranne et Ségolène Royal confondent manifestement le suffrage universel et l'opinion publique, corps électoral et panels d'instituts de sondages. C'est contraire à toutes nos traditions démocratiques depuis 1789 et n'ayant d'équivalent que dans les régimes totalitaires, cette action est pour le moins surprenante, voire inquiétante !

umpra@rhonealpes.fr

Les Verts

Démocratie participative : en parler ou en faire !

Dès le début de la mandature, le groupe des élus Verts à la Région a souhaité que la démocratie participative soit d'une part transversale à l'ensemble des politiques régionales, et de l'autre un outil de mobilisation des citoyens sur l'ensemble des huit départements.

En France, c'est Dominique Voynet, ministre Verte, qui a fait inscrire dans la loi cette indispensable concertation des habitants.

En Rhône Alpes, c'est Didier Jouve, vice-président Vert, qui a œuvré pour que dans les 44 territoires contractualisant avec la Région il y ait une instance représentative (les élus du suffrage universel) et une instance participative (les conseils locaux de développement) pour définir les axes et les actions prioritaires en matière d'aménage-

ment du territoire.

Touche écologiste supplémentaire : chacune de ces entités adhère à la charte développement durable. Ainsi, l'ensemble des participants doit prendre en considération l'impact environnemental et sociétal des projets présentés en matière de transport, déchet, culture...

Bien entendu, à d'autres niveaux territoriaux votre voix peut être entendue : en matière de formation et d'emploi au sein des Comités territoriaux d'emploi et de formation ; en matière de transports dans les Comités de ligne.

La démocratie participative à la Région, ce sont aussi des dispositifs qui ont été votés pour permettre d'aider les initiatives participatives des citoyens(e) : soutien et appel à projets.

Vous souhaitez intervenir, vous impliquer, contactez les élus Verts de votre département :

Ain : Jean-Marc Leculier, Bernadette Robert Wyss ; Ardèche : Éric Arnou ; Drôme : Véronique Schlotter, Didier Jouve ; Isère : Cécile Viallon, Béatrice Janiaud, Marie Odile Novelli, Gérard Leras, Éric Grasset ; Loire : Catherine Herbertz, Jean-Philippe Bayon ; Rhône : Véronique Moreira, Geneviève Soudan, Étienne Tête, Hélène Blanchard, Marguerite Chichereau, Jean Charles Kholhaas ; Savoie : Benoît Leclair ; Haute-Savoie : Josiane Scheppeler, Renée Poussard, Alain Coulombel.

lesverts@rhonealpes.fr

FN - Front national

La démocratie participative ? Une fois de plus nous avons vu juste !

La seule façon de promouvoir la vraie démocratie participative est l'instauration du référendum d'initiative populaire proposé depuis toujours par le Front national.

Oui, nous le réclamons depuis des années et proclamons : la République, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.

Le reste n'est que vaine agitation.

www.fn-rhonealpes.com

UDF - Union pour la démocratie française

Le saviez-vous ?

Après deux années et demie de fonctionnement de la nouvelle assemblée régionale, rares et bienheureux sont les amendements qui, déposés par les groupes de l'opposition, n'auront subi la censure de l'exécutif régional, en dépit d'une pertinence globale souvent reconnue jusque dans les rangs de la majorité.

Avant de s'ingénier à sonder sans relâche les cœurs et les âmes des populations rhônalpines, l'exécutif

régional ne gagnerait-il pas en crédibilité dans sa démarche proclamée, à grand renfort médiatique, d'ouverture et de dialogue, en se montrant moins systématique dans le rejet des propositions émanant d'une assemblée démocratiquement élue ?

udfra@rhonealpes.fr

PC - Parti communiste et Républicains

Ensemble construisons la confiance

Dès 2004, nous avons fait le choix de mettre la participation citoyenne au cœur des processus de décision en Rhône-Alpes. L'action novatrice de notre exécutif à travers la délégation de notre collègue François Auguste, vice-président à la démocratie participative, vise en effet à rétablir la confiance en politique. Ce sont des chantiers participatifs qui, au niveau de l'ensemble des territoires de notre région, favorisent la proximité plutôt que l'idée d'une « surveillance des élus ». Pour les communistes, il s'agit là d'une véritable coconstruction entre élus et citoyens en Rhône-Alpes.

Suite aux premières réunions publiques du printemps 2005, avec plus de 11 000 participants, l'exécutif a apporté, le

1^{er} octobre de la même année, devant 1 200 personnes, des réponses aux propositions sur les thèmes suivants : emploi et formation, transport, logement et cadre de vie, jeunesse... Ces thèmes donneront lieu à des Ateliers citoyens composés de 50 membres tirés au sort : le premier sur la ruralité a déjà eu lieu, et un avis citoyen a été rendu. Celui-ci a été présenté et débattu lors de l'assemblée plénière du 1^{er} décembre 2006. Sans être forcément d'accord sur tout, les citoyens ont un sens profond de l'intérêt général, et ne remettent pas en cause la démocratie représentative. Après les comités de lignes qui regroupent les usagers et d'autres acteurs des TER, notre Région a créé des instances territoriales participatives sur l'emploi et la forma-

tion, les CTEF, regroupant cinq collègues : citoyens, élus locaux, partenaires sociaux (syndicats et patronat), associations et représentants de l'État.

Par ailleurs, un réseau régional composé d'élus et d'associations a été créé, ce qui permet de mutualiser les expériences de terrain et d'impulser la démocratie participative à l'échelle de toute la région.

pc@rhonealpes.fr

PRG - Parti radical de gauche

Démocratie participative : une idée qui fait son chemin

Vilipendée par les uns, portée aux nues par les autres, la démocratie participative est devenue une réalité incontournable. L'idée que les citoyens s'approprient la chose publique, qu'ils émettent des propositions sur les politiques portées par les élus ne peut que contribuer au dynamisme de nos institutions.

Cette démarche s'inscrit évidemment en complément de l'acte fondamental qu'est le vote aux élections. C'est le vote et lui seul qui doit déterminer si un élu a rempli ses engage-

ments ou est en mesure de les tenir, et s'il mérite d'être porté à des responsabilités publiques.

Loin de certaines grandes envolées qui voudraient nous ramener à la Grèce antique, quand le peuple contrôlait quasi au quotidien les élus, la Région sait faire vivre la démocratie participative dans un climat qui se veut avant tout constructif.

Elle soutient ainsi les comités de ligne qui rassemblent opé-

rateurs et usagers des TER, mais aussi les Conseils locaux de développement où s'expriment acteurs socio-économiques, associations et individus sur l'élaboration et le suivi des Contrats de développements Rhône-Alpes. Elle propose aussi chaque année de participer à des appels à projets et à des forums. Bref, elle fait vivre la chose publique, et les élus citoyens que nous sommes ne peuvent que s'en réjouir.

prg@rhonealpes.fr

VOS ÉLUS
À LA TÊTE
DE LA
RÉGION**JEAN-JACK QUEYRANNE**
Président**BERNARD SOULAGE**
1^{er} vice-président
aux transports,
déplacements
et infrastructures**BERNADETTE LACLAIS**
2^e vice-présidente
à la culture**DIDIER JOUVE**
3^e vice-président
à l'aménagement,
l'animation des
territoires et au
développement durable**FRANÇOIS AUGUSTE**
4^e vice-président
à la démocratie
participative**CHRISTIANE DEMONTES**
5^e vice-présidente
aux formations
professionnelles**SYLVIE GILLET
DE THOREY**
6^e vice-présidente
au tourisme et
à la montagne**HÉLÈNE
BLANCHARD**
7^e vice-présidente
à l'environnement
et à la prévention
des risques**MARIE-FRANCE
VIEUX-MARCAUD**
8^e vice-présidente
aux lycées et aux
formations initiales**THIERRY BRAILLARD**
9^e vice-président
à l'administration
générale, à la vie
associative et aux
relations extérieures

Dans l'album régional

Retour sur les principaux événements de l'actualité de la Région.

**MANGER BIO DANS LES LYCÉES****ONZE ÉTABLISSEMENTS VOLONTAIRES**

Depuis le mois de février, une opération expérimentale d'introduction d'aliments issus de l'agriculture biologique a été mise en place dans les cantines des lycées rhônalpins. Onze établissements se sont portés volontaires. Le 24 novembre, Jean-Jack Queyranne, président de la Région, a participé à un déjeuner entièrement bio au lycée des Glières à Annemasse. La Région prend en charge le coût supplémentaire et entend ainsi valoriser les productions de proximité.

**NOUVELLE ANTENNE À PRIVAS****À L'ÉCOUTE DES RHÔNALPINS**

Une antenne régionale vient d'ouvrir à Privas (4, rue Pierre-Filliat). Didier Roche, Catherine Lernould-Bordeaux et Anne Schneider informent le public et aident au montage des dossiers. Les 250 m² de locaux servent également de lieu de réunion aux élus et aux services de la Région.

Tél. : 0810 811 705 (N° Azur)

**RENDRE LA CITE PLUS ACCESSIBLE****LA REGION PROPOSE UN DVD**

Trop de personnes handicapées ne peuvent pas encore travailler, se déplacer ou accéder aux services de la vie quotidienne normalement. Pour faire que « la cité soit accessible à tous », la Région a réalisé un DVD avec des conseils méthodologiques et des exemples de bonnes pratiques pour une Haute qualité d'usage (HQU). Grâce à cet outil, plusieurs partenaires réaliseront des formations auprès des élus et des techniciens des collectivités.

Contact : 04 72 59 40 00

**UN SITE SANTÉ POUR LES JEUNES****1 000 ADRESSES ET LE PLEIN D'INFOS**

Le Craes-Crips (Collège Rhône-Alpes d'éducation pour la santé-Centre régional d'information et de prévention du sida) a totalement rénové son site www.sante-jeunes.org. Objectif : rendre le recours aux soins plus facile pour les jeunes de 15 à 25 ans.

**NOUVELLE SIGNATURE DE CARED****3 222 EMPLOIS CREEES GRACE A CES CONTRATS**

Le 13 novembre, Jean-Jack Queyranne, président du Conseil régional, a signé une convention avec six fédérations patronales du transport (ALTRA) pour former, dans le cadre de Contrats d'aide et de retour à l'emploi (Cared), des personnes en recherche d'emploi. Près de 300 conventions ont été signées cette année, portant le nombre d'emplois créés à 3 222 depuis la mise en place du Cared.

Télex

SOUTIEN AU TGV

La Région va attribuer une subvention de 20 M€ à la SNCF pour financer l'extension de l'atelier de maintenance des rames TGV. Cette extension amènera 250 nouveaux emplois et le versement d'une taxe professionnelle très élevée.

MÉTIERS NATURE

Pour encourager le développement des emplois dans l'environnement, la Région vient de rénover ses aides. Elle propose des « contrats emploi durable environnement » pour la protection, la gestion du patrimoine naturel et la prévention des pollutions.

Le taux d'aide est fixé à 50 % la 1^{re} année, 40 % la 2^e année et 30 % la 3^e année.

GIX

Sur Internet, tout envoi de données transite par un nœud d'échange du trafic dénommé GIX. Pour la France, tous étaient situés sur Paris. La Région

Rhône-Alpes vient d'accorder 200 000 € à l'association Lyonix, basée à Villeurbanne pour accélérer le développement du GIX du campus de La Doua.

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

60 % des dotations de

fonctionnement des lycées sont englouties dans la facture énergétique. Pour encourager les lycées à économiser, la Région met en place une politique incitative : lorsqu'un établissement consommera moins, il conservera la moitié de l'économie réalisée.

32 423

C'est le nombre d'entreprises créées en Rhône-Alpes en 2005, soit 10,2 % des créations nationales. La Région se situe en 3^e position, derrière l'Île-de-France et Paca. Parmi l'ensemble de ces créations, 22 200 sont entièrement nouvelles et 5 000 des reprises.



JEAN-LOUIS GAGNAIRE
10^e vice-président
au développement
économique



JEAN-PHILIPPE BAYON
11^e vice-président
à la coopération
décentralisée et au
commerce équitable



JEAN BESSON
12^e vice-président
aux affaires
européennes
et aux relations
internationales



ROGER FOUGÈRES
13^e vice-président
à l'enseignement
supérieur et
à la recherche



THIERRY PHILIP
14^e vice-président
à la santé et au sport



MARIE-ODILE NOVELLI
15^e vice-présidente
aux solidarités,
à la politique de la ville
et au logement



JEAN-FRANÇOIS DEBAT
1^{er} conseiller
délégué aux finances,
rapporteur général
du budget



HERVÉ SAULIGNAC
2^e conseiller délégué
à l'énergie et
aux technologies
de l'information et
de la communication



ÉLIANE GIRAUD
3^e conseillère déléguée
à l'agriculture,
au développement
rural et aux PNR



CHRISTIANE PUTHOD
4^e conseillère
déléguée à l'emploi



KATIA PHILIPPE
5^e conseillère déléguée
à la jeunesse

Le courrier des Rhônalpins

« Au nom des Amis de la Terre, association qui œuvre en faveur d'un développement écologique, je voudrais attirer votre attention sur les lignes Saint-Étienne-Clermont-Ferrand et Saint-Étienne-Roanne, qui connaissent une très forte fréquentation. Certains trains sont bondés, et il serait souhaitable que la Région intensifie les moyens financiers mis à la disposition de la SNCF pour répondre à la demande des usagers, car les transports apportent des solutions positives aux problèmes d'embouteillage et de pollution. »

O. D., internaute.

Réponse

La SNCF et la Région connaissent les problèmes que vous évoquez, en particulier la surcharge de certains trains aux heures les plus fréquentées. Ces trains ont bien été repérés, et la SNCF a préparé des mesures pour y répondre au moment du changement d'horaires de décembre. Le parc ferroviaire régional est composé d'environ 800 caisses (1 caisse = 1 wagon de 80 places). Or la capacité de ce parc est devenue insuffisante, compte tenu de l'augmentation de l'offre et de la fréquentation (+ 10 %). C'est pourquoi les commandes de la Région ont été accélérées : avec 505 M€ déjà investis de 2002 à 2005, environ 60 % du parc est aujourd'hui rénové ou neuf. En janvier dernier, la Région a décidé d'un nouveau programme d'achat 2006-2010. La 1^{re} tranche, d'un montant de 260 M€, permet de poursuivre la modernisation entreprise. Mais il faut compter entre deux et trois ans entre la commande de la Région et le moment de la livraison.

« Votre numéro d'automne 2006 m'a intéressé par ses portraits d'une agriculture vivante, respectueuse des travailleurs et de l'environnement. Le bon sens consiste à encourager et à orienter encore plus vers ces chemins de vie [...] J'ai eu ce numéro à la gare de Perrache et j'ai constaté que des exemplaires gisaient sur le quai. Comment éviter de gaspiller des matières premières ? [...] Rhône-Alpes, comme beaucoup d'autres régions, est confrontée à des personnes, des familles qui survivent dans la rue pour différentes raisons. Cela pose des questions de fond. Comment votre revue pourrait-elle les mettre sur le tapis ? »

R. V., Villeurbanne

Réponse

Nous sommes soucieux du gaspillage évoqué dans votre courrier. C'est pourquoi nous avons choisi un mode de diffusion limité et ciblé, par colportage, afin que seules les personnes intéressées en prennent connaissance. Par ailleurs, dans le périmètre de distribution, le ramassage des exemplaires jetés fait partie du cahier des charges. Sur le fond, la revue traite, chaque trimestre, des compétences du Conseil régional qui sont la formation initiale et professionnelle (lycées, apprentissage, formation continue, etc.), l'aménagement du territoire, les transports ferroviaires, l'économie. Il intervient également dans les domaines de l'environnement, de la culture et du sport, de la coopération internationale. Le premier numéro a été consacré à l'emploi durable, première préoccupation des Rhônalpins.

« Dans votre numéro 2 de Rhône-Alpes sur l'environnement, vous évoquez, dans un article très intéressant, la fonte des glaciers, avec en illustration le glacier d'Argentière que vous dénommez "de l'Argentière" à deux reprises : il s'agit d'une erreur que tous les amoureux de la vallée de Chamonix, et plus largement des Alpes du Nord ne peuvent laisser passer. »

C. R., Chamonix

Réponse

Il s'agit d'une erreur, et bien du glacier d'Argentière et pas de l'Argentière. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Erreur d'autant plus impardonnable que ledit glacier n'est pas seul de sa « famille » puisqu'il y a aussi l'aiguille d'Argentière (3 900 mètres), le refuge d'Argentière et bien sûr, la commune du même nom, près de Chamonix.

Agenda

Les 16 et 17 décembre

Coupe du monde de ski de fond à La Clusaz.
www.esf-laclusaz.com

Mardi 19 décembre

Coupe du monde de ski alpin dame à Megève.
www.ffs.fr

Mercredi 20 décembre

Coupe du monde de snowboard à La Plagne.
Suite le 10 janvier à Flaine, les 13 et 14 janvier aux Contamines-Montjoie.
www.ffs.fr

Du 17 au 21 janvier

La Foulée blanche à Autrans.
www.lafouleeblanche.com

Du 24 au 26 janvier

Assemblée plénière du Conseil régional consacrée au vote du budget à Charbonnières-les-Bains
www.rhonealpes.fr

Du 13 au 20 janvier

Festival du film court francophone au cinéma Les Amphis de Vaulx-en-Velin.
www.vaulxfilmcourt.com

Du 24 au 28 janvier

« Drôle d'endroit pour des rencontres » au festival de cinéma Les Alizés à Bron.
www.cinemasalizes.com

Du 1^{er} au 4 février

11^e Mondial des métiers à Lyon-Eurexpo.
www.mondial-metiers.com

Du 2 au 5 février

2^e Foire d'art contemporain à Grenoble-Alpexpo. www.artenimgrenoble.com

Consultez la version interactive du journal et abonnez-vous sur www.rhonealpes.fr



ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT À RhôneAlpes

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal :

Ville.....

Signature.....

Bulletin à retourner sans timbrer l'enveloppe à
RÉGION RHÔNE-ALPES - LIBRE RÉPONSE 21761
69755 CHARBONNIÈRES CEDEX
Conformément à la loi 78-17 du 6/01/1978, il est possible d'obtenir
communication et de demander modification des informations
contenues dans notre fichier en écrivant à la rédaction.

Un mois, une image

Les images de la Région sont multiples. À vous de nous transmettre vos photos, votre vision de Rhône-Alpes : vous choisissez le lieu et l'instant, nous choisirons chaque mois une image qui sera mise en ligne sur www.rhonealpes.fr. Vos clichés doivent être numériques (haute définition si possible), légendés (lieu et date de prise de vue), accompagnées des coordonnées du photographe et libres de droits. Les auteurs autorisent la région Rhône-Alpes, à utiliser, à titre gracieux, leurs images qui pourront être publiées par la Région dans son journal. Adressez vos photos à :

webmestre@rhonealpes.fr



10 MILLIONS

Sophie la girafe a été produite à plus de dix millions d'exemplaires en quarante-cinq ans. C'est le jouet le plus vendu en France dans la première année qui suit la naissance d'un enfant.



PETITE ET GRANDE SOPHIE

Le personnage de Vulli a inspiré la chanteuse la Grande Sophie, dont le nom est un clin d'œil à ce jouet fétiche qu'elle a d'ailleurs reproduit sur la couverture de l'un de ses CD.



SOPHIE LA GIRAFE



En quarante-cinq ans, elle n'a pas pris une ride. Elle se laisse toujours mordiller par les bébés, sans autre réaction qu'un couinement léger. Sophie la girafe reste le jouet le plus vendu en France. Elle est entièrement fabriquée à Rumilly en Haute-Savoie.

Elle est née un 25 mai, jour de la Sainte-Sophie. La girafe en latex, imaginée dans les ateliers de Delacoste à Asnières-sur-Oise, s'est donc prénommée ainsi. C'était en 1961. À cette époque, les animaux domestiques en tissu ou en caoutchouc avaient la cote dans les berceaux. Pour se distinguer de ses concurrents, la société parisienne choisit une figure plus exotique, avec un long cou plus facile à saisir par de petites mains. Sophie fut très vite adoptée par des générations d'enfants, très sensibles à son air malicieux et son couinement mélodieux.

Quarante-cinq ans après sa conception, elle reste le jouet du premier âge le plus commercialisé en France. Son succès ne faiblit pas. En souvenir de leur enfance câline, les parents achètent une (ou plusieurs) girafes à leur(s) rejeton(s). Les ventes suivent la courbe des naissances. Elles oscillent, selon les années, entre 450 000 et 500 000 exemplaires. Un chiffre à rapprocher des 800 000 naissances enre-

gistrées en 2005. Depuis 1961, Sophie n'a pas subi de lifting majeur, sauf en 1981 pour respecter certaines normes de sécurité : sa tête a légèrement enflé et ses pattes ont été recourbées. Sophie est produite depuis 1990 à Rumilly. Quatorze opérations manuelles sont nécessaires pour fabriquer ce jouet tout en caoutchouc naturel, comme les tétines de biberon, sans phtalate, un additif utilisé couramment dans les matières plastiques. Le corps de la girafe est d'abord coulé dans un moule qui tourne continuellement pour éviter que le latex colle à ses parois pendant la cuisson. Puis elle est « maquillée ». Trois coups de pistolet permettent de lui donner des couleurs rose, rouge, noir, d'abord sur son ventre et son cou, puis sur ses joues, ses oreilles et ses pattes, enfin sur ses yeux. De fait, chaque copie est unique. Chaque ouvrière peint 860 à 1 200 girafes par jour. « Tout est fait ici de A à Z, des moules en plâtre à la pose des sifflets, jusqu'à l'emballage », explique Bernadette Cochet, responsable de pro-

duction chez Vulli, qui emploie 74 salariés à Rumilly.

Sophie est devenue une vedette sans grande campagne de publicité, par le simple bouche à oreille. Elle s'est imposée sans avoir tourné de dessin animé ou de série télévisée. Ce succès est unique. Il est certainement dû à sa petite taille (18 cm), à sa frimousse, à ses joues rouges. Les bébés peuvent la sucer en toute sécurité, la toucher, la sentir, l'écouter : elle développe tous les sens. Aujourd'hui, ce personnage est l'objet de nombreuses licences. Son effigie se décline sur des tapis, des T-shirts, des chaussettes, des tasses, des cadres de photos... Une boutique a été créée sur Internet pour promouvoir des produits dérivés.

Sa famille ne s'est jamais véritablement agrandie. Hormis deux grandes sœurs, Zoé et Chloé, qui n'ont pas connu la même notoriété, Sophie reste la star des jouets d'éveil. Une star franco-française.

Au grand dam de ses parents putatifs, Sophie s'exporte peu. En Suisse timidement. Un défi à relever pour le nouveau patron de l'entreprise haut-savoyarde. Il n'y a pas de raison que les autres bébés, européens et d'ailleurs, ne succombent pas à leur tour au charme de Sophie.

Vincent Charbonnier

En Haute-Savoie depuis 26 ans

Sophie est née dans le giron de la société Delacoste, rachetée en 1981 par Vulli. Depuis 1990, la production a été transférée à Rumilly.

L'entreprise de Haute-Savoie appartient au groupe vosgien Alain Thirion, qui fédère des PME textiles, des fabricants d'accessoires de puériculture, notamment de sièges-autos pour bébé. À Rumilly, d'autres objets sont fabriqués par injection : anneaux de dentition, jouets de bain, boudoirs, ainsi que le fameux Arbre magique, autre valeur sûre du catalogue de Vulli, société qui réalise plus de 7 millions d'euros de chiffre d'affaires avec 74 salariés. Vulli dispose d'une cellule de création de deux personnes pour dessiner de nouvelles lignes de produits et de jouets.

Une longue carrière

Sophie descend d'une plus grande girafe de 44 cm lancée en 1959 par Delacoste et dénommée Zoé. Le nouvel animal fétiche, dérivé de premiers jouets en latex créés par des Américains, séduit et figure rapidement sur la couverture du catalogue de la société, qui travaille ensuite à affiner sa silhouette. Sa taille est réduite pour être plus adaptée aux gestes des bébés. En 1961, Sophie fait ses premiers pas commerciaux dans un sachet transparent sur fond de décor champêtre. Sa carrière ne fait que commencer.